

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

SPORT MILITAIRE DES OPEX AUX JO



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

4 Interview du ministre délégué aux Anciens Combattants

FORCES EN ACTION

10 Gulf 2012
La reconquête du désert

14 Les opérations en bref

ENJEUX

16 La Turquie, une nouvelle puissance régionale

MODERNISATION

18 Anciens sites militaires : accompagner et redynamiser

20 Brèves

FOCUS DEFENSE

22 Sommet de l'Otan à Chicago : souveraineté et alliance

26 COS : vingt ans d'opérations spéciales

30 Eurosatory 2012

32 Mécanos en opérations : soldats avant tout

36 Les palmes de la Légion

42 Repères

DETOURS CULTURE

60 1917, quand l'art et la guerre se rencontrent

PERSPECTIVES

64 Histoire

KIOSQUE

66 Sélection



6 **FORCES EN ACTION**

Y a-t-il un pilote dans l'Harfang ?

Pas d'équipage embarqué pour ce drone de surveillance et de renseignement, mais un trio opérateur, officier renseignements, interpréteur d'images qui guide l'appareil à partir d'une station sol.



38 **FOCUS DÉFENSE**

La médecine au sommet

Des médecins et infirmiers ont suivi le stage Médocos de médicalisation en montagne afin d'acquérir des automatismes de prise en charge de blessés dans un environnement hostile.



44 **DOSSIER**

Sport militaire Des opex aux JO

L'engagement en opérations impose condition physique et équilibre psychologique. Les soldats puisent ces ressources dans le sport. Et pour certains, sportifs de haut niveau, la pratique mène aux podiums.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Gérard Gachet. **Directeur de la rédaction :** colonel (terre) Benoît Trochu. **Chef du bureau de la rédaction :** lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. **Rédacteur en chef :** lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Rédacteur en chef adjoint :** capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (01 44 42 48 01). **Conception graphique :** Olivier Spadaccini. **Secrétaire générale de rédaction :** Sybille Prenel. **Secrétariat de rédaction :** Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. **Chef des reportages :** sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). **Rédaction :** Carine Bobbera (48 07), Corentin Destefanis (stagiaire), enseigne de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), aspirant (Marine) Barthélemy Gruot (45 83), Paul Hessenbruch (55 05), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29), Linda Verhaeghe (48 26). **Prestations extérieures :** Domitille Bertrand (Rouge Vif), Hervé Drévilion, Jean-Claude Jaeger, Gilles Riaux. **Service photo :** adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CCH (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98). **Service icono :** Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication :** Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. **Photogravure :** Open Graphic Media. **Impression :** Imaye Graphic. **Routage :** CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. **Dépôt légal :** février 2003. Dicod – École militaire – 1, place Joffre – 75007 Paris. **Abonnement payant (ECPAD) :** 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit :** sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr ; **Contact publicité (ECPAD) :** Christelle Touzet : 01 49 60 58 56 / regie-publicitaire@ecpad.fr. **Photo de couverture :** Match de basket-ball à bord du porte-avions Charles-de-Gaulle (Johann Peschel).

Kader Arif, ministre

Le secrétariat d'État aux Anciens Combattants est devenu un ministère délégué. Quelles sont les missions dont vous a chargé le Premier ministre ?

Le ministère délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants a pour vocation première d'assurer le suivi et un contact permanent avec les associations patriotiques et les organisations d'anciens combattants. Par ailleurs, il traite les problèmes spécifiques rencontrés par les rapatriés. Enfin, il prend en charge toutes les missions particulières que le ministre de la Défense souhaite expressément lui confier. Dans ce cadre général, il développe une activité importante pour approfondir le lien entre nos armées et la nation, et cela sous diverses formes : la Journée défense et citoyenneté ou les réserves opérationnelle et citoyenne, par exemple. En outre, il se place comme un acteur important de la mémoire nationale et du patrimoine des armées.

Vous avez commencé, depuis votre prise de fonction, à rencontrer les responsables d'associations d'anciens combattants et victimes de guerre. Quel message souhaitez-vous leur faire passer ?

En effet, je projette de rencontrer rapidement toutes ces associations et je souhaite, dans un premier temps, les écouter. Il me faut préciser avec elles les difficultés concrètes auxquelles sont confrontés aujourd'hui toutes celles et ceux qui se sont donnés sans compter pour la nation. Je travaille en ce domaine en étroite collaboration avec l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre et avec ses services déconcentrés, dont l'expertise est pour moi tout à fait précieuse. Par ailleurs, j'ai dit à ces associations que je comptais tout particulièrement sur elles pour contribuer à renforcer le lien armées-nation, notamment à l'occasion du centenaire prochain de la Première Guerre mondiale, des commémorations relatives à la Seconde Guerre mondiale et des diverses manifestations en mémoire des combattants des conflits qui ont suivi.

Vous avez rencontré des soldats, anciens et d'active, au cours des différentes cérémonies auxquelles vous avez pris part. Quelle place, selon vous, occupent les anciens combattants dans le lien entre l'armée et sa nation ?

Comme je vous le disais, ce lien est primordial et il est indispensable que l'expérience vécue par nos soldats, anciens et d'active, soit mieux connue et partagée par nos concitoyens. Par exemple, les

délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens Combattants



hommes et les femmes – pour la plupart fort jeunes alors – qui, au cours des années sombres de l’Occupation, s’engagèrent, dans la clandestinité, pour redonner sa liberté à notre patrie, demeurent aujourd’hui un exemple émouvant pour les plus jeunes générations. Lorsqu’ils se rendent dans les collèges et les lycées, leur témoignage, ainsi que celui de tous ceux qui se sont battus pour la France, sont toujours des moments intenses et marquants pour les jeunes gens qui ont la chance de pouvoir y assister. Toutefois, si la question de la mémoire et du souvenir est primordiale, il est également très important de mettre en avant le travail et les actions des soldats d’active; ils sont les anciens combattants de demain. L’un de mes objectifs sera donc de donner du sens au lien unissant les anciennes et nouvelles générations du feu.

Quels sont les grands chantiers que vous envisagez de mener en priorité ?

La préparation du centenaire de la guerre de 1914-1918 et celle du 70^e anniversaire de l’année charnière de la Seconde Guerre mondiale vont être parmi les grandes tâches auxquelles je vais me consacrer. D’ores et déjà, de nombreuses initiatives ont été prises. D’un point de vue administratif, un groupement d’intérêt public a été créé, bénéficiant du concours d’autres administrations ministérielles et de partenaires privés. Je vais largement consulter et prendre ensuite les décisions nécessaires à l’organisation de manifestations dignes de notre pays et de l’ampleur de ces événements au regard de l’histoire. D’autre part, je souhaite, dès aujourd’hui, que l’on anticipe la condition et le statut futurs d’anciens combattants de celles et ceux qui, aujourd’hui, défendent nos libertés et nos intérêts sur les théâtres d’opérations extérieures. Enfin, mon rôle est bien sûr de veiller, dans un contexte budgétaire difficile, à la situation de ceux qui se sont battus pour la France et de leurs proches.



Mécaniciens et électroniciens ayant achevé leur travail de préparation du drone, le pilote effectue un « tour avion » avant de prendre les commandes dans la station sol.

Y a-t-il un pilote dans l'Harfang ?

PAR BARTHÉLEMY GRUOT / PHOTOS : JÉRÉMY LEMPIN / ECPAD

Pas d'équipage embarqué pour ce drone de surveillance et de renseignement, mais un trio opérateur, officier renseignement, interpréteur images qui, à partir d'une station sol, guide l'appareil et traite les informations recueillies. Reportage sur la base de Cognac qui héberge les quatre Harfang français.





« En France, au-dessus de l'autoroute, je surveille les véhicules comme je suis amené à le faire sur un théâtre pour un convoi. »

Ci-dessus : le planeur motorisé qui pèse plus d'une tonne n'a besoin que d'une centaine de mètres pour décoller. Les missions peuvent durer une vingtaine d'heures et l'équipage, relevé par tiers, a la mémoire de l'action en cours.

Ci-dessous et ci-contre : deux heures avant le décollage, les mécaniciens contrôlent les circuits, le câblage, la voilure, les pneus du drone... Puis c'est au tour des électroniciens de vérifier les liaisons entre l'aéronef et la station sol.

En bas à droite : le pilote et l'interpréteur images font face à leurs écrans dans la station sol. L'officier renseignement, en retrait, peut à tout moment modifier la mission en fonction des consignes reçues.





CYRIL AMBOISE/SIRPA AIR



Après plus de 5000 heures de vol en Afghanistan et environ 300 en Libye, l'escadron de drones 1/33 Belfort a regagné le tarmac de Cognac. Armé par un peu moins de cent personnes, « l'escadron intègre l'ensemble des fonctions opérationnelles, logistiques et administratives. Il est ainsi projetable de manière autonome en opérations extérieures ou intérieures », explique son commandant, le lieutenant-colonel Paupy.

Cognac, BA 709. Sur le tarmac, la journée commence tôt pour les mécaniciens : « Nous arrivons deux heures avant le décollage pour contrôler les circuits, le câblage et nous assurer de l'intégrité des systèmes. Nous jetons un œil sur l'état extérieur du drone afin de vérifier qu'il n'y a pas d'impact sur la voilure, que les pneus sont en état... précise le sergent Denoual. Puis nous laissons la place aux électroniciens. » Ces derniers vérifient les liaisons entre le drone et la station sol. « Il y a deux possibilités de transmissions : par l'antenne hertzienne, reconnaissable à sa forme de champignon au-dessus du corps de l'appareil et utilisable sur un rayon de 150 km, et une antenne satellite qui permet de nous affranchir du relief et des distances. Nous doublons ainsi, par mesure de sécurité, les moyens de communication pendant les phases critiques du décollage et de l'atterrissage », ajoute le sergent Defrances, du service avionique. Puis le pilote vient à la rencontre des mécaniciens pour effectuer « le tour avion » et prendre la responsabilité de l'appareil.

Le trinôme, une exception française

Il est maintenant l'heure pour lui d'aller s'enfermer à quelques mètres de là, dans la pénombre de la station sol, avec ses membres d'équipage : l'officier renseignement et l'interpréteur images. Le trio forme l'équipe indispensable pour mener à bien une mission avec, au centre du dispositif, l'officier « rens ». « Je suis en contact avec l'état-major, la force soutenue, les décideurs et l'équipage et je coordonne les demandes des uns avec les actions des autres, explique le capitaine Troublard, officier renseignement et coordinateur tactique de l'équipage. Je suis en mesure de réorienter à tout instant la mission en fonction des consignes que je reçois des différents décideurs. Cette flexibilité est très appréciée de nos alliés. » Le lieutenant-colonel Paupy poursuit : « Pilotes et analystes américains travaillent séparément. Ce trinôme constitue une exception française. Placée au plus près des forces, cette structure offre souplesse et réactivité durant tout le vol ;

elle permet de récupérer et de traiter les images sur place et dans l'instant, ce qui raccourcit les délais entre la détection et l'action. »

Une centaine de mètres suffit au capitaine Bataille pour faire décoller ce planeur motorisé de plus d'une tonne : « Nous partons pour un vol d'une dizaine d'heures, mais il est possible de voler deux fois plus longtemps. Les membres de l'équipage sont relevés environ toutes les trois heures, par tiers, de façon à ce qu'il y ait toujours une mémoire de l'action en cours. »

Mise en situation permanente

Le vol de la journée va être mis à profit pour tester différents instruments, continuer à améliorer les doctrines d'emploi et entraîner le personnel. « Lorsque nous volons en France, nous tâchons de reproduire ce que nous rencontrons sur le terrain. Au-dessus de l'autoroute, je surveille donc les véhicules comme je suis amené à le faire sur un théâtre pour un convoi. Parfois nous envoyons du personnel au sol pour imiter des poses d'engins explosifs improvisés, précise l'interpréteur images. L'altitude est actuellement de 5000 mètres. Nous l'optimisons en fonction de la mission, de la topographie et de la situation en-dessous. En plus du radar, je peux utiliser l'image vidéo recueillie par le drone afin de la transmettre aux décideurs ou aux troupes amies. En ce moment, nous testons le radar air-sol du drone sur la détection maritime. À cette fin, nous comparons nos résultats avec des outils ayant déjà fait leurs preuves. »

« Le drone n'est pas un avion sans pilote. Celui-ci est simplement déporté au sol pour remplir des missions complémentaires de celles des avions habités. Nous évoluons et partageons le même espace aérien, avec les mêmes règles... Il est impératif de posséder une culture aéronautique. » Ces pilotes sont d'ailleurs tous qualifiés comme pilote de transport, de chasse ou encore navigateur officier système d'armes.

L'autorisation de faire atterrir l'aéronef est accordée. Le drone se positionne face à la piste à une vitesse stable, l'équipage attend la fin de l'atterrissage automatique pour réceptionner l'appareil. Le pilote ajoute : « Dans des conditions extrêmes, ce système est bien plus fort que moi. Des drones qui ne sont pas équipés de ce procédé automatique ont été endommagés lors de la phase critique d'atterrissage. » Le drone apparaît au loin... « Cet appareil doit permettre de "bien voir sans être vu." Plus nous volons bas, plus la résolution augmente, mais aussi les risques de se faire repérer... Mais, jusqu'à présent, nous avons sauvé de nombreuses vies amies sans perdre aucune machine. » ■



Tirs dans le désert. Déployées dans le sud-ouest du pays, les forces terrestres françaises, composées de 165 véhicules, enchaînent coups d'arrêts, embuscades et couverture mobile.

Gulf 2012

La reconquête du désert

Français et Émiriens ont testé sur le terrain leurs capacités à repousser ensemble une invasion des Émirats arabes unis par une force ennemie. Pour cet exercice de coopération qui a eu lieu au printemps, la France a engagé 1 800 soldats des trois armées et d'importants moyens terrestres et aériens.

PAR PAUL HESSENBRUCH / PHOTOS : GILLES GESQUIÈRE / ARMÉE DE TERRE





« L'objectif de l'exercice est double : tester l'interopérabilité des deux armées et renforcer les procédures de chacun. »

Ci-dessus : un artilleur parachutiste présente à son homologue émirien le système d'arme sol-air à très courte portée Mistral.

Photos du centre, à gauche : des chars Leclerc réalisent une contre-attaque dans le désert. À droite : le centre opérations des Français lors de l'exercice Gulf 2012.

Ci-contre : un Rafale s'apprête à décoller de la base aérienne 104, implantée au sein de base émirienne d'Al Dhafra, proche d'Abu Dhabi. Pendant l'exercice, la composante aérienne française comptait 6 Rafale, 3 Mirage 2000-5 et 1 avion radar E3-F.





ARMÉE DE TERRE

Fin avril, au petit matin, sur la côte d'Al Hamra aux Émirats arabes unis (EAU). Tapis dans le sable, une trentaine de militaires des forces spéciales surgissent et allument des fumigènes pour indiquer à une dizaine de blindés amphibies l'itinéraire de progression. L'invasion terrestre du pays vient de commencer. Cette incursion amphibie est le point de départ du scénario de Gulf 2012, exercice organisé conjointement par les EAU et la France dans le cadre de leur accord de coopération militaire. Durant trois semaines, il met en scène les forces émiriennes et leurs alliés aux prises avec une force régionale ennemie. Gulf débute par un exercice de poste de commandement (CPX) très complet au sein d'un état-major combiné et interarmées.

Tester la capacité des matériels

La seconde phase se déroule sur le terrain pendant cinq jours. Elle permet aux forces de valider les acquis de l'exercice d'état-major. « *L'objectif est double : tester l'interopérabilité entre les deux armées et la renforcer dans les procédures de chacun* », explique le vice-amiral Marin Gillier, commandant les forces françaises aux EAU. Pour cette partie pratique, près de 1800 militaires français des trois armées sont engagés à travers le pays pour soutenir les Émiriens. Déployées au sud-ouest, dans le désert, les forces terrestres, composées de 165 véhicules dont 26 chars Leclerc, agissent aux côtés de leurs alliés. « *Travailler ensemble nous apprend beaucoup des procédures de l'armée émirienne, mais nous permet aussi de tester la résistance et la capacité de nos matériels* », explique le capitaine Quentin Decléty, commandant la compagnie d'infanterie. Au programme des unités blindées : coups d'arrêt, embuscades et couverture mobile. « *L'excellente mobilité du VBCI et la technologie embarquée valident notre complémentarité avec les chars BMP-3 employés par les Émiriens* », analyse le capitaine.

Un détachement Caesar (camion équipé d'un système d'artillerie) assure l'appui feu sol-sol des troupes. « *Ce genre de terrain nous permet d'exprimer tout le potentiel du canon* », souligne un brigadier, pointeur sur Caesar.

Des aéronefs survolent les dunes de sable, théâtre d'affrontement des forces terrestres. En moyenne, une quarantaine de sorties sont programmées par jour pour la chasse française et émirienne. « *Les deux pays avaient réalisé près de 900 sorties virtuelles pendant le CPX et le rythme d'intervention reste très soutenu pour le live* », analyse le colonel Alain Ramseyer, adjoint au commandant du JFACC (Joint Force

Air Component Command), Centre de commandement interallié « air » de Gulf 2012.

Implantée au cœur de la base militaire émirienne d'Al Dhafra, proche d'Abu Dhabi, la base aérienne 104 est la plate-forme française de l'exercice. La composante aérienne française compte 6 Rafale, 3 Mirage 2000-5 et 1 avion radar E3-F. Chaque matin, un briefing entre Émiriens et Français permet de répartir les missions de la journée. Grâce aux informations transmises par l'avion radar et la frégate antiaérienne *Cassard* présente au large des côtes, les missions sont élaborées par l'état-major binational implanté à Abu Dhabi. « *Nous sommes sollicités pour effectuer des phases offensives afin de déloger l'ennemi en dehors de certaines zones, mais aussi pour assurer le soutien des troupes au sol déployées dans le désert* », explique le capitaine Vincent Zanella, pilote de Mirage. À leurs côtés, des F-16 et des Mirage 2000-9 émiriens sont désignés pour assurer d'autres missions défensives. Les pilotes français procèdent à des tirs canons, mais utilisent également la bombe A2SM (armement air-sol modulaire). Le commandant Richard Gros, chef du détachement Mirage, note une progression chez les Émiriens au fil des exercices de coopération : « *Ils ont fait d'immenses progrès dans la conduite de leurs opérations. Ils font preuve d'un grand pragmatisme et se donnent les moyens de les réussir.* »

Coopération naturelle

Le détachement de défense sol-air de Saint-Dizier est déployé pour verrouiller l'espace aérien. Français et Émiriens travaillent de concert avec leurs Mistral et le Crotales nouvelle génération français. « *Notre mission commune est de protéger cet espace aérien militaire. Nous le faisons au sein d'une cellule tactique binationale qui nous permet d'échanger les situations aériennes et de préparer l'engagement du feu coordonné des deux nations* », explique le capitaine Cédric Muller, chef du détachement sol-air.

Son homologue émirien, qui commande la batterie Mistral, opère avec les soldats français pour la première fois : « *Il est très intéressant de partager nos différentes manières de travailler. La coopération se fait naturellement, en utilisant l'anglais et tout se déroule très bien.* »

L'amiral Guillaud, le chef d'État-Major des armées, venu mesurer le succès des opérations lors de la dernière journée de démonstration, voit en cet exercice « *la validation des choix effectués après le Livre blanc de 2008 et l'importance de l'implantation des forces françaises dans cette zone géographique.* » ■

9/06 AFGHANISTAN QUATRE SOLDATS TUÉS DANS UN ATTENTAT

Quatre soldats français, le major Thierry Serrat du 1^{er} groupement interarmées des actions civilo-militaires de Lyon, l'adjudant Stéphane Prudhom, le maréchal des logis-chef Pierre-Olivier Lumineau et le brigadier-chef Yoann Marcillan du 40^e régiment d'artillerie de Suippes ont été tués en Afghanistan, dans la province de Kapisa. Lors de cet attentat, deux interprètes afghans ont également trouvé la mort. Le 14 juin, au cours d'une cérémonie aux Invalides, le chef de l'État a rendu l'« *hommage solennel de la nation* » à ces soldats et



a exprimé sa « *gratitude* » pour le sacrifice de ces hommes « *morts pour des valeurs justes et hautes, celles de la paix, celles de la liberté, celles de la démocratie, les valeurs de la France* ». Après avoir assuré de

son soutien les familles des militaires « *qui acceptent une part considérable de l'engagement* », il a nommé les soldats au rang de chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume.

18/06 AFGHANISTAN LE SSA PORTE SECOURS À LA POPULATION

Après l'explosion d'un engin explosif improvisé sur le marché de Tagab, ville située dans le sud de la province de Kapisa, les forces de sécurité afghanes ont rapidement évacué 20 blessés sur la base opérationnelle avancée tenue par le *Battle Group Steel*. Les équipes médicales, renforcées par les auxiliaires santé et des militaires volontaires, ont pris en charge 17 blessés dont 4 très grièvement atteints. Les premiers soins ont été



donnés aux personnes les plus touchées tandis que la salle de sport a été transformée en infirmerie pour les autres. Des moyens aériens de la coalition ont permis l'évacuation des cas les plus graves vers l'antenne médicale de Bagram. Les autres patients ont été évacués par des véhicules des forces afghanes vers des structures hospitalières locales. L'attentat visait plus particulièrement la police afghane locale formée par les militaires et gendarmes français.

4-15/06 ESPAGNE PREMIÈRE ÉDITION DE L'ENTRAÎNEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN EUROPÉEN



L'armée de l'air espagnole recevait sur la base aérienne de Zaragoza la première édition de l'EATT (*European Air Transport Training* – entraînement du transport aérien européen), seul exercice européen entièrement consacré à l'entraînement

d'avions de transport dans le domaine tactique. Sur deux semaines, près de 200 personnes de six nations différentes (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Pays-Bas, République tchèque) ont participé à cette préparation des forces reposant sur la

mutualisation des moyens et du personnel. Les huit avions de transport utilisés ont réalisé des missions variées : largage de colis, poser d'assaut sur terrain sommaire, navigation à basse altitude et vol en patrouille. Les participants ont suivi des cours théoriques visant une meilleure interopérabilité des équipes engagées. L'EATT a donné l'occasion aux équipes françaises de « *partager leurs procédures avec les autres nations participantes, d'échanger les savoirs et les compétences dans les moindres détails* », confiait le lieutenant-colonel Yann Poidevin, chef du détachement français.

16/06 AFRIQUE
RENCONTRE DES
COMMANDANTS
D'ATALANTE ET
D'OCEAN SHIELD

Le contre-amiral Dupuis, commandant la *task force* Atalante (TF 465), et son état-major ont accueilli le commodore néerlandais Ben Bekkering, nouveau commandant de la TF 508 (opération *Ocean Shield* de l'Otan) à bord de la *Marne*,



au large de la Corne de l'Afrique. L'échange a été d'autant plus fructueux entre les deux hommes que le commodore Ben Bekkering a précédemment été engagé dans l'opération Atalante. Si les deux forces agissent sous des commandements différents (Union européenne et Otan), leur mission est identique : lutter contre la piraterie au large de la Somalie. Les Pays-Bas opèrent d'ailleurs au sein des deux forces.

31/05 AFGHANISTAN DES OFFICIERS AFGHANS DIPLÔMÉS

Une vingtaine d'officiers afghans se sont vus remettre le diplôme marquant la fin de leur formation au sein de l'*Officer Training Brigade* (OTB) durant une cérémonie au centre de formation de l'armée afghane, à Kaboul, présidée par le chef d'État-Major des armées afghanes. Cette préparation de dix semaines a été menée par des instructeurs de l'armée nationale, eux-mêmes conseillés et appuyés par des militaires français. Les officiers ont suivi un entraînement à l'exercice de l'autorité et à l'instruction



tactique. Ils ont aussi pratiqué des séances de tir et amélioré leurs connaissances en topographie, transmissions, secourisme et informatique. La France prend part à la

formation des officiers afghans depuis 2003, d'abord auprès des instructeurs puis en conseillant. En 2012, plus de 500 militaires ont obtenu ce diplôme décerné par l'OTB.

4-14/06 FRANCE EXERCICE RADIO FRANCO-BRITANNIQUE



En préparation de l'exercice amphibie *Corsican Lion* qui se tiendra à l'automne, des tests

d'interopérabilité ont été effectués entre la compagnie de transmissions de la 9^e brigade légère blindée de

marine et un détachement de 19 transmetteurs de la 3^e brigade commando des Royal Marines britanniques. Les contrôles, qui portaient sur les transmissions de données informatiques et la circulation des ordres sur le réseau «phonie», ont démontré la nécessité de mettre sur pied une équipe d'interopérabilité dotée d'une *French/UK Box* pour le suivi des ordres et des comptes rendus entre unités.

27/06 GUYANE DEUX MILITAIRES DÉCÉDÉS DANS UNE EMBUSCADE

L'adjudant Stéphane Moralia et le caporal-chef Sébastien Pissot, du 9^e régiment d'infanterie de marine (Cayenne) ont été tués dans le cadre de l'opération Harpie, au cours d'une embuscade tendue par des orpailleurs clandestins dans la région de Dorlin (Guyane). Dans la matinée, un hélicoptère de la gendarmerie

ayant essuyé des tirs d'armes automatiques, une opération conjointe gendarmerie/armée de Terre a été déclenchée. Hélicoptérés et débarqués à quelques kilomètres du site, les militaires ont très rapidement été pris à partie par les orpailleurs. Deux gendarmes ont également été blessés dans l'embuscade.



Gilles Riaux, chargé d'études à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem)

« La Turquie, une nouvelle puissance régionale »



Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Otan (à gauche) et Ahmet Davutoglu, ministre turc des Affaires étrangères, le 17 février 2012 à Ankara, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'adhésion de la Turquie à l'Alliance atlantique.

Le printemps arabe a jeté un nouveau coup de projecteur sur la Turquie. Présentée comme une synthèse réussie entre institutions démocratiques et attachement à l'islam, la Turquie est devenue un modèle vers lequel pourraient tendre les pays arabes tout juste sortis de décennies de dictature. Le crédit nouveau dont bénéficie Ankara dans le monde arabe résulterait d'un infléchissement de la politique étrangère turque, de plus en plus tournée vers le monde musulman. Une telle posture stratégique a éveillé l'inquiétude des États-Unis et de l'Europe. Elle est d'autant plus légitime que la Turquie reste un membre important de l'Otan avec une armée forte de 500 000 hommes, qui bénéficie d'un important programme de modernisation depuis 1998.

Le rôle nouveau qu'endosse la Turquie sur la scène internationale répond à des bou-

versements internes intervenus sur dix ans. Profitant d'une forte croissance économique, le pays a presque triplé son PIB tout en jugulant une inflation jusqu'à endémique. Ces excellents résultats lui ont permis de s'insérer dans l'économie mondiale et de se voir reconnaître une place indiscutable au G20. Au niveau politique, le Parti de la justice et du développement (AKP) a remporté par trois fois les élections législatives, assurant au pays une stabilité politique nouvelle depuis 2002. C'est un règne presque sans partage qu'en vient à exercer le parti de Recep Tayyip Erdogan en écartant peu à peu les élites kémalistes et en remodelant les institutions républicaines. Les militaires se trouvent peu à peu marginalisés, alors qu'ils jouaient un rôle politique majeur depuis de nombreuses décennies. Le budget de la Défense s'en ressent et progresse aujourd'hui moins

rapidement que d'autres ministères. Il atteint 2,4 % du PIB en 2012 alors qu'il dépassait les 4 % il y a quinze ans.

Coopération avec les voisins

Confortés sur la scène domestique, les islamistes de l'AKP ont peu à peu trouvé les moyens de développer une politique extérieure dynamique sans que les militaires soient invités à y participer activement. Elle s'appuie sur un corpus théorique qui a pris une dimension quasi officielle avec la nomination d'Ahmet Davutoglu au ministère des Affaires étrangères en 2009, après avoir été le principal conseiller diplomatique du Premier ministre. Selon cet universitaire, la position stratégique de son pays l'amène à jouer un rôle majeur dans les relations internationales, à la charnière des principaux ensembles géopolitiques. Il reviendrait alors à la Turquie d'assumer son statut de

puissance montante et de mener une politique étrangère plus autonome en ménageant ses intérêts propres et en diversifiant ses relations extérieures.

Rompant avec une tradition d'isolement régional initiée à la fondation de la république, en 1923, et confortée pendant la guerre froide, la Turquie a renoué et approfondi sa relation avec son voisinage, en lançant des initiatives de coopération. Avec la Grèce et les pays des Balkans, les relations s'étaient déjà sensiblement améliorées avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Le parti islamiste a poursuivi cette politique pour imposer la Turquie comme une puissance qui compte en Europe balkanique. Quant aux voisins arabes, ils ont été l'objet d'une attention tout particulière : la Syrie, avec laquelle les relations étaient particulièrement tendues, est devenue, pendant un temps, un partenaire privilégié dans les domaines politique, économique, culturel et même militaire ; la chute de Saddam Hussein a ouvert la voie à la Turquie en Irak et permis une coopération étroite avec le gouvernement kurde nord-irakien de Massoud Barzani. Avec la Russie et l'Iran, des puissances qui furent longtemps les principales rivales de l'Empire ottoman, les relations sont fructueuses et conduites au plus haut niveau. Cette fois, et malgré les rivalités latentes, les nécessités économiques dominent : la Turquie a besoin d'énergie et de matières premières que peuvent fournir ces deux pays, ces derniers constituant aussi des débouchés de première importance pour les exportations turques.

Le nouvel activisme diplomatique de la Turquie ne s'est pas seulement illustré dans les relations bilatérales. Ankara a également lancé plusieurs initiatives de médiation au Moyen-Orient : entre la Syrie et Israël en 2008, ou avec l'accord tripartite signé par la Turquie, le Brésil et l'Iran en mai 2010 pour proposer une solution au programme nucléaire iranien. Certes, ces initiatives sur des questions aussi épineuses n'ont pas porté leurs fruits, mais elles montrent que la Turquie veut assumer un rôle diplomatique nouveau. Il est caractéristique d'un pays émergent qui souhaite peser sur les affaires du monde. Pour Ankara, il est devenu nécessaire d'intervenir dans les grandes enceintes internationales. Ainsi, les Turcs ont pris pour la première

fois place au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, en tant que membre non-permanent en 2009, et jouent pleinement la carte multilatérale. La Turquie veut aussi changer d'échelle en développant son réseau diplomatique et une véritable politique de coopération pour intervenir dans des zones dont elle était auparavant absente, comme l'Afrique ou l'Amérique du Sud.

La Syrie : un piège redoutable

Si la Turquie a engrangé de beaux succès diplomatiques ces dernières années, les soulèvements populaires dans les pays arabes l'ont prise de court. Ankara a mis du temps pour réagir à la chute de Ben Ali, puis de Moubarak et a fait part de son hostilité à une intervention en Libye. Mais c'est surtout la Syrie qui constitue un piège redoutable. En s'enfonçant peu à peu dans la guerre civile, le pays peut déstabiliser l'ensemble du Proche-Orient. Après avoir longtemps tenté de convaincre Bachar el-Assad d'entamer des réformes, la Turquie en est venue

Moyen-Orient avec tout ce que cela implique comme difficiles mais nécessaires arbitrages.

Plus largement, les islamistes au pouvoir composent avec les contraintes qui s'imposent à eux. Ainsi, s'ils font évoluer la place de la religion dans l'espace public, ils ne semblent pas enclins à remettre en cause l'ensemble de l'héritage kémaliste, notamment son nationalisme, qui reste prédominant sur des questions aussi sensibles que l'avenir de Chypre, la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou la normalisation des relations avec l'Arménie. Les options traditionnellement privilégiées par les militaires retrouvent donc une partie de leur crédit aux yeux des dirigeants turcs. Les grandes orientations stratégiques vis-à-vis de l'Otan sont également maintenues : les Turcs ont conservé une présence militaire en Afghanistan en commandant la région militaire de Kaboul et ont accepté le projet de défense antimissile, principalement tourné contre ses puissants



BULENT KILIC/AFP-IMAGEFORUM

Le 11 avril, des soldats de l'armée turque patrouillent à Kilis, près de la frontière avec la Syrie.

à cesser de soutenir le régime syrien. Ankara offre aujourd'hui son soutien à l'opposition syrienne tandis que les armées turques effectuent quelques manœuvres près de la frontière. La politique turque de bon voisinage se trouve ainsi remise en cause, ce qui pourrait lui coûter une partie du crédit récemment acquis et la contraindre à une diplomatie moins conciliante. En fait, la Turquie fait actuellement l'apprentissage de son statut de puissance régionale au

voisins russe et iranien, en refusant cependant de les nommer. De même, si les négociations d'intégrations avec l'Union européenne sont au point mort, les autorités d'Ankara continuent à mettre en avant cet objectif. Ces constantes rappellent aux alliés de la Turquie qu'ils partagent des intérêts et des préoccupations avec un pays devenu une puissance qui compte au Moyen-Orient, et qui ne veut plus s'en laisser conter. ■

Les propos de cette rubrique n'engagent que leur auteur

Anciens sites militaires : accompagner et redynamiser

Depuis 2009, pour accompagner les territoires touchés par les restructurations, le ministère de la Défense, sous l'égide du Secrétariat général pour l'administration, a mis en œuvre, avec le ministère chargé de l'aménagement du territoire, un dispositif complet de reconversion économique. Pour 2009-2014, 320 millions d'euros sont disponibles pour redynamiser des territoires et créer des emplois. Deux types de conventions concrétisent l'aide apportée : un contrat de redynamisation de site de défense (CRSD) pour les sites fragilisés et perdant plus de 200 postes ; un plan local de redynamisation (PLR) pour les territoires perdant au moins 50 postes sur une même commune. Ces contrats permettent de soutenir et de financer des projets favorisant l'attractivité des territoires et profitant aux entreprises et à l'emploi.

Les emprises militaires ayant bénéficié de ces contrats ont notamment été reconverties en parcs d'activités pour l'industrie, les services et l'artisanat (Arras, Sourdon), en pôles de loisirs et de culture (Langres), de tourisme (Briançon), en internats d'excellence (Sourdon, Noyon,

Barcelonnette), en logements pour personnes âgées (Givet) et pour étudiants (Arras) ou en logements en accession à la propriété (Briançon, Compiègne). Sur 58 contrats programmés, 41 ont déjà été signés (21 CRSD et 20 PLR). L'État contribue au financement grâce, pour les deux tiers, aux fonds pour les restructurations de la Défense (Fred) relevant de la Délégation aux restructurations et, pour le dernier tiers, par le fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) relevant de la délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale. Entre 2009 et 2012, la part financée par ces fonds s'élève 162,6 millions d'euros pour les CRSD, et 42 millions d'euros pour les PLR. Les entreprises installées ou créées dans les zones de restructurations de défense (ZRD) peuvent bénéficier d'exonérations fiscales et de charges sociales. Le Fred peut aussi attribuer des subventions aux entreprises qui se créent dans les zones les plus touchées. Le ministère a obtenu pour un certain nombre de ces zones le classement en zone AFR (aides à finalités régionales) qui permet de bénéficier d'un régime de subventions plus favorables.

Contrats

- PLR (plan local de redynamisation)
- CRSD (contrat de redynamisation de site de Défense)
- signés en 2012
- prévus d'être signés à l'été 2012
- signés avant 2012



Guadeloupe
3 M€

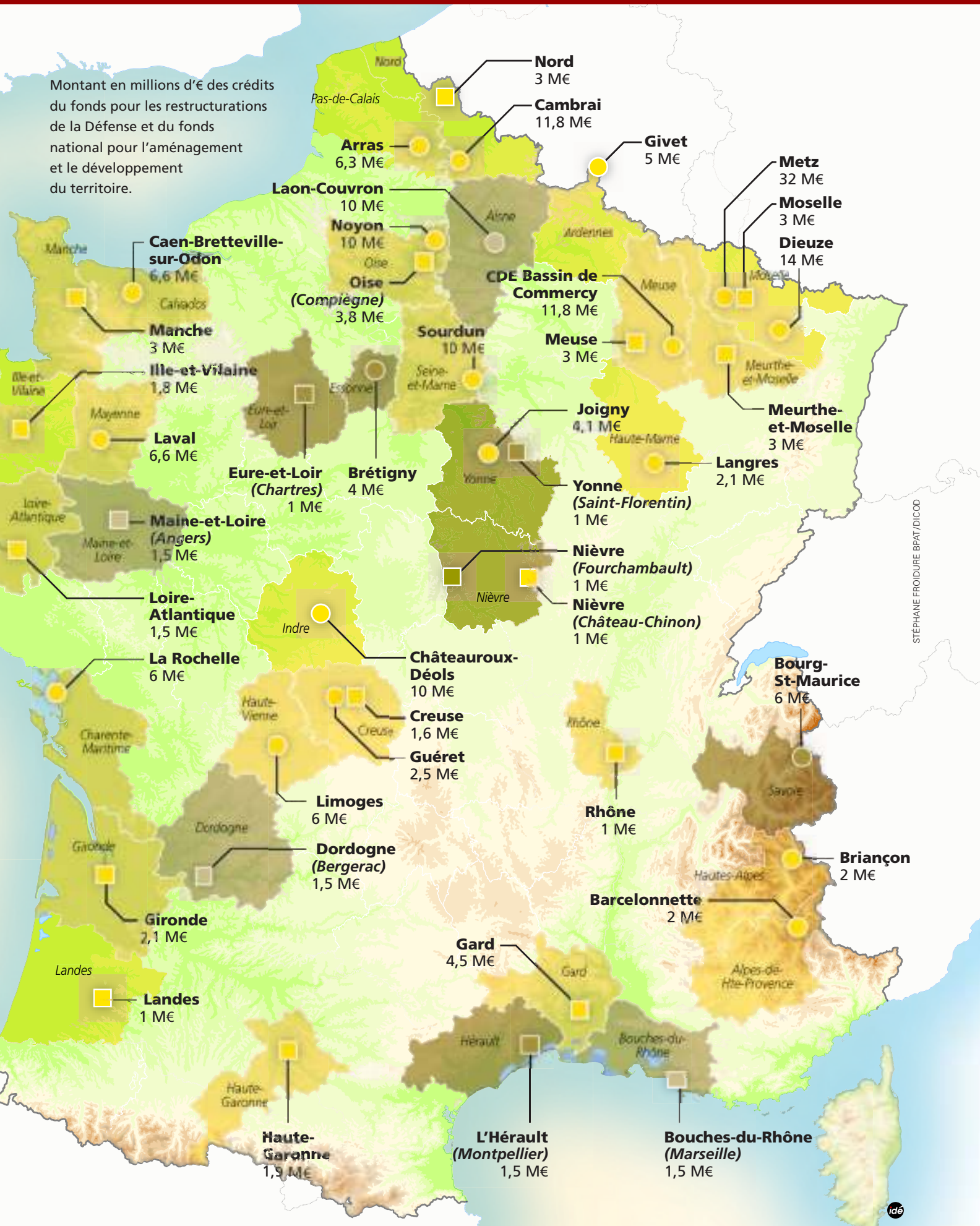


Fort-de-France
6,4 M€



La Réunion

Montant en millions d'€ des crédits du fonds pour les restructurations de la Défense et du fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire.



STÉPHANIE FROIDURE BPAT/DICOD

RETRAITE

Mise à jour des comptes individuels retraite

À partir du 1^{er} janvier 2013, lors d'un départ à la retraite, la pension sera liquidée automatiquement par le service des retraites de l'État, qui utilisera les informations mentionnées dans le compte individuel retraite (CIR). Les nombreuses données servant au calcul des retraites doivent donc être à jour. C'est pourquoi la sous-direction des pensions de La Rochelle a lancé, en avril, l'actualisation des CIR des militaires et des fonctionnaires. Les ouvriers de l'État et les agents sous contrat n'entrent pas dans ce dispositif. Chaque personne concernée doit s'impliquer dans cette mise à jour en renvoyant, si nécessaire complété et corrigé, le formulaire qu'il recevra cet été de la part de la DRH-MD, permettant ainsi aux ressources humaines de traiter et de fiabiliser les données. Pour le personnel de la Marine, l'opéra-



tion de fiabilisation des états généraux de service en cours est réalisée par la direction du personnel de la Marine. L'exactitude des CIR est un élément essentiel de la réforme de la gestion des retraites.

PAIE



Louvois : report du raccordement de l'armée de l'Air

La mise en œuvre de Louvois pour le paiement des soldes de l'armée de l'Air est reportée à mars 2013. Le chef d'état-major de l'armée de l'Air a décidé cet ajournement afin de consolider la compatibilité d'Orchestra (le logiciel de gestion des ressources humaines de l'armée de l'Air) et de Louvois.

SOLIDARITÉ

5^e journée du réseau des référents achats

La 5^e journée du réseau des référents achats durables (Réfad) s'est déroulée le 15 mai dans l'Établissement et service d'aide par le travail de Paris Bastille, sur le thème de l'emploi des travailleurs handicapés. Ces acheteurs, déployés en régions, relient le Secrétariat général pour l'administration au tissu économique local, permettant ainsi des achats plus responsables sur le plan environnemental, social et économique. Le réseau se réunit deux fois par an afin d'informer sur la politique d'achats responsables du ministère.



MATÉRIEL

Modernisation des équipements de l'armée de Terre



CHRISTOPHE FIARD/DICOD

Le site intradef de l'armée de Terre propose le dossier «les équipements de l'armée de Terre : la modernisation en marche». Il présente les évolutions et les rennovations, notamment celles assurant la protection du combattant, effectuées par la DGA, la Section technique de l'armée de Terre et les industriels. Au travers de ses récentes missions, l'armée de Terre a pu vérifier la pertinence de ses choix concernant le renouvellement du matériel vieillissant et l'adaptation de certains matériels.

Le Centre d'audit des armées (C2A) est devenu le premier service d'audit interne de l'administration de l'État à obtenir la certification de ses activités par l'Institut français de l'audit et du contrôle internes. Cette certification, délivrée en mai, atteste d'une pratique professionnelle exercée dans les règles de l'art, créatrice de valeur ajoutée. Créé en juin 2011 pour contribuer à l'amélioration de la performance des organisations, le C2A coordonne son action avec les armées, les directions et les services interarmées dans le cadre du comité d'audit interne interarmées.

FINANCES

Certification du Centre d'audit des armées

Le Centre d'audit des armées (C2A) est devenu le premier service d'audit interne de l'administration de l'État à obtenir la certification de ses activités par l'Institut français de l'audit et du contrôle internes. Cette certification, délivrée en mai, atteste d'une pratique professionnelle exercée dans les règles de l'art, créatrice de valeur ajoutée. Créé en juin 2011 pour contribuer à l'amélioration de la performance des organisations, le C2A coordonne son action avec les armées, les directions et les services interarmées dans le cadre du comité d'audit interne interarmées.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

SOMMET DE L'OTAN

SOUVERAINETÉ

La question du transfert de responsabilité de la sécurité aux forces afghanes et du désengagement des troupes déployées par l'Otan en Afghanistan dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) a figuré au cœur des échanges entre les 28 chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Otan réunis lors du sommet de Chicago, aux États-Unis, les 20 et 21 mai.

Pour la France, cet événement fut l'occasion de confirmer la décision prise de retirer ses troupes combattantes d'ici la fin de l'année, soit 2000 militaires sur les 3400 que la France compte en Afghanistan.

Une « *position française [qui] a été comprise* », selon une déclaration du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, lors du sommet. « *Il devrait rester environ 1400 soldats français en Afghanistan au-delà de la fin 2012 pour assurer le rapatriement du matériel et poursuivre la formation de l'armée et de la police afghanes* », a-t-il précisé lors d'un point presse, le 30 mai.

Cette décision constitue « *un acte de souveraineté* », selon les termes employés par le président de la République lors d'une conférence de presse au cours de ce rendez-vous. Ce dernier a confirmé que, si les missions de combat prendront fin selon un calendrier anticipé, le changement de nature de l'engagement n'est pas un abandon de la coalition, mais une nouvelle forme de coopération, en complet accord avec le président afghan Hamid Karzaï.

Le 25 mai, François Hollande a précisé, lors d'un déplacement sur la base de Nijrab, dans la province de Kapisa où sont déployés l'essentiel des militaires français en Afghanistan, que cette décision sera mise en œuvre « *en bonne intelligence avec nos alliés* ».

Une nouvelle mission, dont la France sera un membre à part entière, devrait ainsi prendre la suite de la Fias pour entraîner, conseiller et assister les forces afghanes, grâce à un financement qui devrait être déterminé lors de la conférence qui se tient ce mois-ci à Tokyo.

À Chicago, le président de la République française a également réaffirmé la solidarité qui lie sur le long terme la France et l'Afghanistan pour accompagner la reconstruction du pays et soutenir le développement de celui-ci, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, ou encore du droit des femmes.

Les États membres de l'Alliance ont ensuite fait un point sur les autres opérations menées sous son égide, dans les Balkans (Kfor) notamment, et dressé un bilan des opérations menées avec succès en Libye, en 2011.

Les chefs d'État et de gouvernement ont aussi abordé la revue de la posture générale de dissuasion et de défense de l'Otan, face à « *l'ensemble des menaces contre l'Alliance, en tenant compte des modifications d'un environnement de sécurité international en mutation* », d'après une déclaration conjointe des alliés portant sur cette question. Il s'agit en fait pour l'Otan de veiller « *à disposer de tout l'éventail des* ■■■

SAUL LOEB/AFP/IMAGEFORUM



La planification du retrait des troupes étrangères d'Afghanistan après dix ans de guerre et la défense antimissile balistique ont été au cœur des réflexions entre les représentants des 28 pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord qui s'étaient réunis à Chicago les 20 et 21 mai.

È ET ALLIANCE

YOAN VALAT/AFP/IMAGEFORUM





■ ■ ■ *capacités nécessaires pour assurer la dissuasion et la défense contre toute menace pesant sur la sécurité et la sûreté de nos populations*». Des dangers décrits plus précisément dans le concept stratégique adopté par l'organisation lors du précédent sommet, à Lisbonne en 2010.

Cette démarche se traduit essentiellement par le développement de capacités militaires, question qui demeure stratégique pour l'Otan. Ces moyens *«lui sont nécessaires pour exécuter ses tâches fondamentales essentielles – défense collective, gestion de crise et sécurité coopérative – et pour jouer un rôle clé dans la promotion de la sécurité dans le monde»*, selon l'une des déclarations conjointes réalisées à Chicago, portant spécifiquement sur les capacités de défense pour les forces de l'Otan à l'horizon 2020.

Le président François Hollande a rappelé « que la défense antimissile ne peut pas être un substitut à la dissuasion mais un complément qui doit bénéficier d'un contrôle politique. »

Selon le même document, c'est pour répondre à l'ambition de développer *«des forces modernes et étroitement interconnectées, équipées, formées, entraînées et commandées de manière à pouvoir opérer ensemble et avec des partenaires dans n'importe quel environnement»*, qu'intervient la notion de « défense intelligente » à laquelle il est couramment fait référence sous le terme anglophone de *Smart Defence*. Son objectif est d'améliorer la contribution des pays membres de l'Otan dans ce domaine, alors que ceux-ci évoluent dans un contexte budgétaire restreint.

La posture générale de dissuasion et de défense et la question des capacités des forces à l'horizon 2020 s'attachent en particulier à soutenir le développement d'un bouclier antimissile balistique dans le cadre de l'Otan.

Destiné à protéger l'Europe de tirs provenant de l'extérieur du territoire de l'Alliance, ce projet bénéficie notamment du soutien des États-Unis, mais est rejeté par la Russie. Le sommet de Chicago a confirmé son adoption.

Les participants au sommet de Chicago, le 21 mai.

François Hollande s'est dit *« rassuré »* pour qualifier sa position sur ce sujet, rappelant *« que la défense antimissile ne peut pas être un substitut à la dissuasion mais un complément »*, qui doit en premier lieu

bénéficier d'*« un contrôle politique de son utilisation »*. Vision qui a d'ailleurs été retenue par l'Otan, puisque les alliés ont réaffirmé que *« la défense antimissile peut venir compléter le rôle des armes nucléaires dans la dissuasion mais ne peut s'y substituer »*.

Le président français a en outre exprimé sa volonté de voir les industriels français *« directement intéressés à la réalisation des équipements »*, et a souligné l'importance, pour les Européens, de *« s'organiser pour qu'ils puissent être aussi impliqués que nécessaire »*, insistant sur l'enjeu de la *« maîtrise des coûts pour qu'il n'y ait pas de dérive financière qui serait d'ailleurs insupportable pour les budgets des pays de l'Alliance »*.

Les relations de l'Otan avec l'Union européenne, qualifiée de « partenaire unique » par les alliés, ont d'ailleurs aussi été mises en avant, tout comme les partenariats avec les Nations unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et des pays tiers parmi lesquels la Russie et les pays de la région méditerranéenne. François Hollande a en effet particulièrement insisté sur la nécessité de *« donner davantage d'ampleur à cette Europe de la Défense [et] de développer autant qu'il sera possible la présence des Européens, et surtout leur bonne organisation, dans le cadre de l'Alliance »*, lors de la conférence de presse donnée à l'issue du sommet.

Enfin, un point a été réalisé sur les élargissements de l'Alliance envisagés à certains pays d'Europe de l'Est en fonction des progrès réalisés par chacun des candidats, car *« conformément à l'article 10 du Traité de Washington, la porte de l'Otan restera ouverte à toutes les démocraties européennes qui partagent les valeurs de l'Alliance »*, selon la déclaration finale.

Linda Verhaeghe

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

COS

VINGT ANS D'OPÉR



JEAN-RAPHAEL DRAHI/SIRPA TERRE

Ci-dessus : des hommes d'un commando parachutiste de l'air patrouillent à bord d'un Caracal dans la vallée de la Kapisa, en Afghanistan.

En haut à droite : les forces spéciales à l'entraînement.

PHOTOS : J.-J. CHATAIRD/DICOD



F. RAISIN/ARMÉE DE TERRE



En 1992, tirant les enseignements de la guerre du Golfe, la France fait passer les forces spéciales de chaque armée sous la tutelle opérationnelle d'une nouvelle entité : le Commandement des opérations spéciales (COS). De la Bosnie à l'Afghanistan, le COS intervient de plus en plus en complément des forces classiques, avec succès.

ATIONS SPÉCIALES

« **F**aire la guerre autrement. » Depuis vingt ans maintenant, le COS, le Commandement des opérations spéciales, applique cette philosophie énoncée par un de ses anciens officiers généraux. Ses missions discrètes, non pas clandestines mais sans publicité, ont souvent permis d'enrayer des crises et de trouver une issue lorsque la voie diplomatique et les moyens militaires conventionnels n'étaient pas envisageables. En soufflant ses vingt bougies, le COS peut se vanter d'un solide bilan : il a su harmoniser l'emploi des forces spéciales des trois armées et développer leur complémentarité. Désormais, l'heure est à la prospective : l'état-major du commandement travaille en permanence à ses axes d'améliorations dans un souci d'adaptation à l'environnement et aux nouvelles menaces.

Le COS est né le 24 juin 1992 de la volonté de fédérer les forces spéciales des trois armées sous un même commandement : un état-major permanent de 85 personnes et 150 réservistes à vocation uniquement opérationnelle. Nous sommes au lendemain de la guerre du Golfe. Le conflit a révélé au grand jour un déficit d'emploi des unités des forces spéciales au sein de la division Daguet. Déployé tardivement sur le terrain, un groupement de commandos parachutistes n'a réalisé que des missions de circonstances tandis que ses homologues américains et britanniques ont été largement utilisés sur les arrières de l'armée irakienne.

Après les États-Unis en 1986, la Grande-Bretagne en 1987, la France est la troisième nation à se doter de cet outil éminemment stratégique. Mais son modèle est unique. Commandé par un officier général, l'état-major est placé sous l'autorité directe du chef d'État-Major des

armées (Cema). Ses attributions : « *Planifier, coordonner et conduire à son niveau les actions des unités spécialement organisées, entraînées et équipées pour atteindre des objectifs militaires ou paramilitaires définis par le Cema.* »

À cette fin, il dispose d'un réservoir de 3 000 hommes et de moyens des trois armées immédiatement disponibles. En vingt ans, les opérations du COS ont revêtu différents caractères. Dans les années 1990, en Bosnie-Herzégovine, ses hommes procèdent, avec la Direction du renseignement militaire, à la recherche de criminels de guerre inculpés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Une traque politiquement sensible qui prendra plusieurs années. En 2003, en République démocratique du Congo, les forces spéciales françaises, britanniques et suédoises rétablissent une sécurité minimale dans la localité de Bunia, en proie aux massacres interethniques. Cette démonstration de force, une « *ouverture de porte* » dans le langage du COS, permet de préparer l'arrivée des troupes conventionnelles pour la première opération militaire de l'Union européenne. Enfin, parallèlement aux missions de libération d'otages en océan Indien et d'évacuation de ressortissants en Côte-d'Ivoire par exemple, le COS intervient également dans la lutte contre le terrorisme. En juin 2003, décision est prise d'envoyer les forces spéciales en Afghanistan. C'est véritablement ce théâtre qui marque un tournant pour le commandement. En effet, pour la première fois, il engage dans la durée et de manière autonome un groupement de forces spéciales de plus de 150 hommes issus des trois composantes. Cette mission baptisée Ares donne un crédit certain au COS, qui renforce ainsi sa réputation auprès de nos alliés. Si le commandement des opérations spéciales a réussi ■■■

■■■ à s'imposer progressivement sur l'échiquier militaire international, c'est aussi parce qu'il a su s'adapter : en améliorant son interopérabilité dans le travail en coalition, notamment en matière de transmissions, en obtenant sa certification Otan pour la conduite de la composante « forces spéciales » au sein d'une opération de l'Alliance, et en se dotant d'unités très spécialisées chargées du renseignement dans la profondeur.

Au sein de l'armée française, même conclusion : le COS a su de plus en plus jouer un rôle complémentaire des forces classiques et n'entre en scène que lorsque qu'il apporte une plus-value. L'expérience a d'ailleurs démontré les avantages d'une opération spéciale : une action autonome, menée par des spécialistes, sans délai et derrière les lignes adverses. Celle-ci prenant en compte les compétences particulières qu'elle requiert et la sensibilité de l'objectif. L'une et l'autre étant indissociables. Aujourd'hui, pour faire face à une nouvelle « conflictualité » dans un environnement international instable, le COS travaille à la meilleure façon d'optimiser l'outil « forces spéciales ». Son commandant, le général Christophe Gomart, résume : « Notre travail de réflexion vise à anticiper certaines crises en proposant des



Avantages d'une opération spéciale : une action autonome menée par des spécialistes.

réponses à des menaces sortant du spectre classique que les armées peuvent traiter. C'est le cas du terrorisme et de la guerre de l'information qui ont continué à se développer ces dernières années. »

Grégoire Chaumeil



Le COS fête ses 20 ans, est-ce l'âge de raison ?

Durant ces vingt dernières années, le COS s'est nourri des expériences et enseignements de ses divers engagements. En parallèle, l'outil « forces spéciales » n'a cessé de se perfectionner et de s'adapter pour répondre toujours mieux à ses missions. Cela s'est traduit par la création d'un commandement ad hoc dans l'armée de Terre en 1997, la Brigade des forces spéciales terre, et par la mise pour emploi partagée du 13° RDP, régiment de dragons parachutistes, au profit de la Direction du renseignement militaire et du COS. Mais aussi, pour l'armée de l'Air, par la dévolution aux opérations spéciales de l'escadron de transport

3 questions au général Christophe Gomart, commandant le COS

Poitou en 2006; pour la Marine, par la création du commando Kieffer en 2008; enfin par la fondation du 4° régiment d'hélicoptères des forces spéciales en 2009. Aussi, plutôt que de parler d'âge de raison, je préfère évoquer notre pleine maturité. Et l'environnement agité de ce début de XXI^e siècle offre des perspectives intéressantes au COS.

Qu'en est-il de la formation des forces spéciales afghanes au sein de l'Afghan Commando School, une mission moins connue du COS ?

De 2007 à 2011, les forces spéciales du COS ont contribué à former avec les autres pays de la coalition

près de 2 000 militaires afghans. Notre rôle d'assistance se poursuit actuellement auprès des unités d'intervention de la police afghane. Ce type de mission de coopération s'inscrit dans une vocation plus large de modelage de l'environnement, l'une des trois grandes missions du COS avec l'action directe et le renseignement. Cette fonction d'assistance permet au COS de tisser des liens de confiance avec des forces de sécurité avec lesquelles nous auront à coopérer en cas de crise majeure, tout en offrant une bonne connaissance du contexte politique, sociologique et culturel de ces zones potentielles de tensions. En cela, les missions d'environnement, comme nous les appelons, sont aussi importantes que le renseignement ou l'action directe, dans le cadre des capacités d'anticipation stratégique du COS.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui fait la réussite du COS ?

Je note d'abord que l'organisation générale du COS telle qu'elle a été pensée à sa création est encore pertinente à l'heure actuelle. En outre, de part sa souplesse d'emploi, sa réactivité, sa faible empreinte au sol, sa discrétion, la capacité « forces spéciales » est un véritable outil d'action ou d'initiative dans la main directe du Cema. Nos dernières opérations ont montré qu'il n'hésite pas à utiliser cette capacité au juste niveau, pour des actions de plus en plus complémentaires à celles qu'il ordonne aux forces conventionnelles.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Eurosatory

ÉQUIPEMENTS DE DEMAIN PO

Le salon international Eurosatory, qui s'est tenu du 11 au 15 juin à Villepinte, a permis au ministère de la Défense de présenter ses derniers équipements et innovations sur son espace de 1 700 m². Les visiteurs, professionnels de la défense et de la sécurité venus du monde entier, ont ainsi pu découvrir les nouveautés autour de plusieurs pôles, comme celui dédié à l'approche capacitaire sur le long terme, les acquisitions en urgence opérations et la

Grâce à sa mobilité tout terrain, sa petite taille et ses caméras jour-nuit, ce petit engin peut s'approcher des objets suspects et pénétrer dans des passages étroits et difficilement accessibles pour transmettre à son opérateur des images de qualité permettant d'identifier un éventuel engin explosif. Tout en renforçant l'efficacité opérationnelle des groupes du génie, ce robot contribue ainsi à la protection de ses utilisateurs qui le pilotent en restant à distance de sécurité.

Rendez-vous international, le Salon de la défense et de la sécurité terrestres s'est tenu du 11 au 15 juin à Paris. Le ministère de la Défense y a présenté ses équipements phares et ses innovations : véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), exosquelette Hercule, plasma lyophilisé...

recherche et l'innovation. De grands programmes structurants y ont été présentés, tel que le nouvel hélicoptère de manœuvre de l'armée de Terre, le Caïman TTH (*Tactical Transport Helicopter*), dont les performances de jour comme de nuit et par tout temps offrent une grande souplesse dans la conduite des opérations aéroterrestres. Autre programme phare de la transformation des armées, le véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) a également été exposé en avant-première dans sa version «félinisée». En cours de dotation dans les régiments d'infanterie mécanisée français, il est présent depuis l'été 2010 en Afghanistan et au Liban. Trois régiments en sont entièrement équipés et le 400^e exemplaire a été livré le jour de l'inauguration du salon.

Pour accompagner le VBCI, une unité dotée du système Félin – fantassin à équipements et liaisons intégrés – a quotidiennement effectué des démonstrations tactiques mettant en avant ses innovations. Le Félin est le premier équipement de type «soldat du futur», et l'armée française est actuellement la seule au monde à avoir mené à terme un programme capable d'évoluer au rythme des technologies. Un tiers des régiments d'infanterie est déjà équipé, l'ensemble le sera en 2014. Sur l'espace Défense, un atelier était également consacré au minirobot Minirogen, destiné à la lutte contre les engins explosifs improvisés, notamment en Afghanistan.

Le pôle centré sur la recherche et l'innovation présentait deux produits phares soutenus par la Direction générale de l'armement (DGA). Tout d'abord, le système d'imagerie passive Millicam, un système de caméra repérant les hyperfréquences dégagées par

chaque objet et permettant de visualiser les objets cachés portés par des individus sous leurs vêtements à plus de 10 mètres de distance, de visualiser le contenu de colis laissés sans surveillance dans les lieux publics, mais aussi d'observer la position d'un ou plusieurs individus à travers des murs de parpaing, plâtre, béton, bois. Autre nouveauté technique qui constitue une première européenne : l'exosquelette Hercule, un prototype innovant de machine d'assistance. Ce robot collaboratif, ou «cobot», constitué de bras et de jambes, permet une augmentation significative de la capacité de l'homme au port et à la manipulation de charges lourdes.

Quant au pôle médecine opérationnelle de l'espace défense, il présentait, entre autres innovations, le plasma lyophilisé, véritable prouesse technique du centre de transfusion sanguine des armées qui signe là une première mondiale. Bien mieux que la congélation, la lyophilisation du plasma offre une conservation de longue durée et un transport facilité sur les théâtres d'opération extérieure. Il permet de traiter plus rapidement les blessés hémorragiques graves de tous groupes sanguins, car il est reconstitué en moins de 6 minutes au lieu de 1 h30 pour les produits congelés. Une innovation d'autant plus importante que, depuis 2010, les besoins des forces engagées sur les théâtres ont été multipliés par quatre. ■

Paul Hessenbruch

UR ARMÉES D'AUJOURD'HUI



PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

En haut : démonstration par un soldat de l'exosquelette Hercule, plasma lyophilisé, VBCI exposé dans sa version « félinisée ».
Ci-dessus : des soldats équipés du système fantassin à équipements et liaisons intégrés (Félin)
avec, au premier plan, un robot Minirogen destiné à identifier les engins explosifs grâce à sa caméra.

MÉCANOS EN OPÉRATION

Derrière les pilotes, les artilleurs, les timoniers, œuvrent des hommes engagés, soldats avant électronique, ils contribuent par leur investissement au succès des missions sur les théâtres



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO/DICOD

BRIGADIER-CHEF SYLVAIN JOSEPH

mécanicien moteur sur véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) à la 5^e BSMAT (base de soutien du matériel)

« En 2008-2009, je suis parti au Kosovo pour effectuer de la maintenance sur les VAB, véhicules de l'avant blindés. Sur place, côtoyer des mécaniciens expérimentés et des utilisateurs du véhicule m'a permis de progresser rapidement. L'armée offre cet avantage de pouvoir approfondir ses connaissances, et de monter vite en grade si l'on travaille bien. Lors de cette opération, j'ai également été affecté à des postes de garde. Je me sens soldat avant d'être mécanicien. »

PREMIER MAÎTRE JEAN-PAUL DA SILVA

chef du secteur machine thermique sur la frégate antiaérienne Jean Bart

« Lorsque je prépare une opex, mon objectif est de tenir le plus longtemps sans escale. Je prévois donc suffisamment de pièces de rechange pour être autonome en mer. Nous avons été projetés deux fois dans le cadre de l'opération Harmattan. Nous avons à surveiller les moteurs, tenir les postes de mise en garde, effectuer les quarts... Et puis l'un de nos quatre moteurs a cassé : de l'eau sortait des robinets de décompression. Le pacha a éloigné le bateau

S : SOLDATS AVANT TOUT

d'être mécaniciens. Qu'ils travaillent sur un moteur, de l'armement ou du matériel d'opérations extérieures. Portraits de ces combattants du deuxième échelon.



« Le lien de confiance qui se crée en métropole entre les pilotes et les mécanos est renforcé en opex. »



De gauche à droite : brigadier-chef Sylvain Joseph, premier maître Jean-Paul Da Silva et sergent Willy Gaydu.

des côtes pour éliminer les risques d'attaque pendant les réparations. Lorsque les manœuvres ont repris, nous avons joué avec les moteurs pour poursuivre la mission. Nous travaillons tous en symbiose à bord de la frégate, des hommes sur le pont aux mécaniciens en fond de cale. »

SERGENT WILLY GAYDU

mécanicien tourelliste et conduite de tir au 14^e groupement multitechnique de la 5^e BSMAT (Base de soutien du matériel)

« J'ai passé cinq mois en Côte-d'Ivoire en 2011. En plus de mon poste de tourelliste, j'ai endossé des

responsabilités de chef d'atelier. Lors de cette expérience très enrichissante, j'ai rencontré quelques difficultés liées à l'environnement. Par exemple, la chaleur faisait varier le niveau d'huile et l'humidité affectait régulièrement l'électronique. Nous avons donc toujours deux ou trois véhicules de réserve pour prendre le relais. Certains jours, je devais m'occuper de la remise en état de plusieurs canons pour permettre les missions du lendemain. Impératifs opérationnels obligent, les équipages des véhicules de combat peuvent être très pressés. À moi de leur expliquer que leur sécurité ■■■

« Notre base en Afghanistan a été attaquée. C'est à ce moment là que j'ai véritablement réalisé que nous, les mécaniciens, n'étions pas intouchables... et que, par notre travail, nous contribuons à capturer des insurgés et à sauver des vies. »



De gauche à droite : sergent Jonathan Baudart, sergent Pierre-Vincent Denoual et quartier-maître de première classe Julien F.

■■■ est ma priorité. Et je garde toujours à l'esprit que lorsqu'un problème survient en opex, comme par exemple un incident de tir avec un canon, mon propre travail peut être mis en cause. »

SERGEANT JONATHAN BAUDART
mécanicien moteur sur Rafale à l'escadron de soutien technique aéronautique 15.007 Haute-Marne

« J'ai participé à Harmattan en 2011. Nous nous sommes régulièrement adaptés au nombre d'aéronefs mobilisés en augmentant notre effectif à mesure que les missions gagnaient en intensité. Durant cette opération, les pilotes continuaient à venir nous voir dans les hangars de maintenance pour, par exemple, mieux comprendre le fonctionnement du moteur ou obtenir des explications détaillées sur certaines pannes. Un véritable lien de confiance se crée en métropole et il est renforcé par les opérations extérieures. »

SERGEANT PIERRE-VINCENT DENOUAL
mécanicien sur drone Harfang à l'escadron 1/33 Belfort

« L'objectif des vols effectués en métropole est de se préparer pour les opex. En trois ans, je suis déjà parti six fois en Afghanistan. J'ai suivi une préparation opérationnelle, le stage Martel des commandos de l'air,

pour apprendre à travailler avec une arme en permanence avec moi, à surveiller les alentours, à tirer... En avril 2010, notre base en Afghanistan a été attaquée par des insurgés. J'ai été réveillé vers 4 heures du matin par un de nos hélicoptères qui tirait au gros calibre ! C'est à ce moment là que j'ai véritablement réalisé que nous, les mécaniciens, n'étions pas intouchables... Et que, par notre travail, nous contribuons à capturer des insurgés et à sauver des vies. »

QUARTIER-MAÎTRE DE PREMIÈRE CLASSE JULIEN F.
mécanicien sur le sous-marin nucléaire d'attaque Améthyste

« Nous sommes peu nombreux à bord d'un sous-marin, alors chacun endosse de nombreuses responsabilités. En fait, je me sens plus sous-marinier que mécanicien ! Mobilisé de mars à juin 2011 dans le cadre de la mission Harmattan, je m'occupais des mâts (de transmission, de détection, d'air...) en tant que mécanicien, mais aussi de l'étanchéité des portes et de la sécurité incendie, puisque nous y sommes tous formés et qu'en cas de problème à bord nous sommes tous concernés. Enfin, pour les quarts, je secondais régulièrement mes camarades du tableau-sécurité-plongée au poste de commandement à la navigation opération (PCNO) qui devaient en permanence faire preuve d'une grande concentration. ■

Propos recueillis par Nelly Moussu

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Très impliqué dans le déminage en Afghanistan ces dernières années, le génie possède également des compétences reconnues en milieu amphibie. Un savoir-faire entretenu par le 1^{er} régiment étranger de génie lors de son stage nautique annuel sur le Rhône.

LES PALMES DE LA

Les traits tirés et les muscles endoloris, des légionnaires du 1^{er} régiment étranger de génie (1^{er} REG) gagnent enfin la berge après six kilomètres de nage, palmes aux pieds. Ils ont réussi leur infiltration dans la zone hostile en suivant le cours d'un affluent du Rhône. Les 20 sapeurs volontaires présélectionnés achèvent le raid de synthèse d'un stage nautique, une formation pour les jeunes engagés du régiment. Tous briguent le brevet nautique qui sanctionne la réussite au stage. Organisé chaque année, celui-ci poursuit trois objectifs présentés par le lieutenant Erwan Talbourdet, responsable de la formation : « *Nous cherchons d'abord à aguerrir les jeunes légionnaires et à les perfectionner dans le domaine du combat. Puis, nous leur inculquons des savoir-faire fondamentaux propres au milieu humide. Enfin, nous travaillons nos compé-*

tences génie tels que le déminage de plage ou la destruction de pont. » Cette formation représente un sésame pour les légionnaires du 1^{er} REG qui, pour certains s'initient, pour d'autres se perfectionnent à la spécificité amphibie du régiment.

Le 1^{er} REG, qui possède un matériel diversifié et une vaste palette de qualification de son personnel, effectue notamment des missions de génie habituelles d'aide à la mobilité (déminage, franchissement) et d'appui direct au contact. La maîtrise des compétences du génie combat s'étend également à la reconnaissance dans les opérations amphibies au profit des unités de sa brigade. Aussi, ses sapeurs légionnaires ont pour obligation de s'entraîner régulièrement en milieu aquatique. Capables de se déplacer dans l'eau en ordre de combat, ils sont susceptibles de reconnaître une plage ou une berge minée afin d'en sécuriser l'accès, de détruire un pont ou, au

Ci-dessus : les légionnaires du 1^{er} régiment étranger de génie parcourent, palmes aux pieds, plusieurs kilomètres en zone hostile avant d'atteindre la berge minée. Ci-contre, de gauche à droite : munis de détecteurs, les sapeurs balisent la rive puis déminent pour dégager un chemin d'accès. La voie enfin libre, les véhicules du régiment traversent le fleuve sur des barges motorisées, tandis que de l'autre côté un tapis de métal et d'aluminium est déployé pour stabiliser le sol, améliorant ainsi les conditions du débarquement.



PHOTOS: JEAN-LOUIS CHATARD/DIGOD

LÉGION

contraire, de construire un passage de fortune. Rappel, mise en place d'une tyrolienne, parcours d'audace aquatique, rien n'est épargné aux stagiaires.

La nécessité de disposer d'accès à un théâtre par la mer explique l'importance du domaine de l'amphibie, dont l'arme du génie est l'un des éléments clés. Les savoir-faire du 1^{er} REG ont été sollicités à de nombreuses reprises en métropole ou lors d'opérations extérieures. Il a été le premier régiment de l'arme du génie à participer à l'opération Baliste pour évacuer des ressortissants au Liban en 2006. Sur le territoire national, ses hommes ont fait valoir leurs compétences lors des inondations du Var au printemps 2010.

«La prolifération des engins explosifs improvisés en Afghanistan a retenu l'attention des moyens génie ces dernières années», rapporte le lieutenant-colonel Emmanuel Phelut, chef

du bureau opérations instruction. *Mais nous mettons aussi un point d'honneur à entretenir nos compétences dans d'autres domaines comme les techniques de franchissement.* »

Sur le terrain, les sapeurs stagiaires ont déminé les deux berges, laissant place aux engins. Une section assemble des embarcations bout à bout réunies par des travées. Les véhicules du régiment de près de 20 tonnes vont traverser le fleuve à bord de ces barges motorisées. Sur l'autre rive, le Mats, le matériel d'amélioration de la traficabilité des sols, déploie un tapis de métal et d'aluminium pour permettre aux mêmes véhicules de débarquer ensuite sur un sol stable sur la plage. Vers deux heures du matin, le stage touche à sa fin. Parmi ceux qui ont obtenu le brevet nautique, les meilleurs pourront intégrer le groupe des plongeurs de combat du génie. ■

Grégoire Chaumeil



Dans le cadre de leur préparation opérationnelle, huit médecins et infirmiers ont suivi le stage de médicalisation en montagne qui s'est tenu à Chamonix en mai. But de la formation : acquérir des automatismes de prise en charge de blessés malgré le danger, la fatigue et l'environnement hostile.

LA MÉDE



JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

Stage Médichos

CINE AU SOMMET



Des détonations, des cris, des silhouettes qui courent vers des blessés. Cette scène se déroule dans les Alpes, dans le cadre du stage de médicalisation en milieu hostile (Médichos). Il s'inscrit dans la préparation opérationnelle des médecins et des infirmiers militaires envoyés sur des théâtres extérieurs. « *La prise en charge du blessé de guerre a évolué*, souligne le médecin en chef Marc Puidupin, instructeur lors du Médichos de Chamonix et chef du pôle anesthésie-réanimation de l'hôpital d'instruction des armées Desgenettes et du Centre d'instruction aux techniques de réanimation de l'avant (Citera) de Lyon. *En Afghanistan notamment, le personnel soignant peut être amené à agir dans une zone très isolée. Cette formation permet donc de faire face à deux situations : l'absence éventuelle de médecin et le manque d'hôpital à proximité.* »

Ce Médichos spécialisé en milieu montagnard a été créé en 2007 à Chamonix, l'altitude renforçant la difficulté du stage déjà éprouvant physiquement. Il est organisé par le Citera de Lyon et l'École militaire de haute montagne, avec la participation de la gendarmerie. En mai dernier, huit militaires du Service de santé des armées (SSA) y ont participé. « *Les contraintes physiques, la fatigue et le stress jouent sur notre compétence médicale* », constate le médecin principal Benoît Ginon, du centre médical des armées de Gap. Parti en 2007 en Côte-d'Ivoire et en 2008 au Tchad, il participe à son premier Médichos. « *Je me suis retrouvé face à des situations compliquées qu'ici je peux enfin apprendre à gérer.* »

Pour le SSA, l'objectif de la formation est simple : réduire le nombre de décès potentiellement évitables en opex. « *Pour cela, nous formons les équipes médicales à la méthode dite de Safe Marche Ryan, une procédure rapide de prise en charge des patients qui permet de rechercher certaines causes de décès et de les traiter sans délai*, explique le médecin en chef Jean-Yves Martinez, organisateur du stage et directeur technique du Citera de Lyon. *Pour cela, médecins et infirmiers doivent d'abord évaluer la situation après une sécurisation de la zone par les soldats de la section. Ensuite, ils examinent le blessé et pratiquent certains gestes en suivant un ordre précis : ■■■*

■■■ arrêter les hémorragies, libérer les voies aériennes, vérifier la respiration et la circulation sanguine, empêcher l'hypothermie, s'assurer de la conscience du blessé. Enfin, ils demandent une évacuation aéromédicale avant de réévaluer l'état du patient. »

Pendant cinq jours, les stagiaires vont répéter cette procédure afin d'acquérir des automatismes. « Le Safe Marche Ryan, ce sont les fameux "actes réflexes du combattant" transposés au niveau médical », commente le médecin Clément Derkenne, venu lui aussi de Gap. Au milieu de la semaine, les stagiaires entament une marche dans la montagne pour porter secours à un pilote éjecté, crapahutant dans les rochers avec 30 à 50 kilos d'équipement – trousse médicale, matériel militaire et d'escalade. Ils doivent s'habituer à pratiquer la médecine en étant « encombrés ». Après avoir franchi un torrent à l'aide d'une tyrolienne et descendu une paroi en rappel, Benoît trouve le blessé. Il applique la méthode pendant que ses camarades sortent le matériel médical et installent un

« La procédure Safe Marche Ryan, ce sont les fameux "actes réflexes du combattant" transposés au niveau médical. »

brancard. L'équipe pose des attelles et une perfusion. Chaque stagiaire trouve naturellement son rôle : Gaël Thibault, infirmier de classe normale tout juste rentré de Côte-d'Ivoire, prend en charge la gestion de l'évacuation. Par radio, il effectue le « 9-lines », la transmission du message en neuf points codifié aux normes de l'Otan. Le brancardage se fait en groupe, avec précaution.

« Il faut compter une heure pour parcourir 500 mètres. En opex, ce genre de manœuvre mobilise toute la section, précise Jean-Yves Martinez. Ici, nous confrontons toutes les pratiques médicales à de fortes contraintes extérieures. »

Nouveau scénario : un hélicoptère transporte l'équipe à 2400 mètres d'altitude. Les stagiaires, qui s'enfoncent dans la neige jusqu'aux genoux, se dirigent vers des blessés répartis en cinq ateliers. Médecins et infirmiers vont devoir agir seuls, observés par les instructeurs. Arnaud s'occupe d'une personne dont le maquillage reproduit un impact au visage. Un gant en plastique lui sert de garrot de fortune pour poser une perfusion sous une peau synthétique. Un peu plus loin, Gaël se concentre. Tout en appliquant le Safe Marche Ryan, il rassure son blessé. « Il faut garder le contact avec le patient pour vérifier qu'il est conscient et le maintenir dans cet état. Il faut



PHOTOS: JEAN-JACQUES CHATAUD/DICOD

lui faire garder son calme, car lorsque ses pulsations cardiaques ralentissent, ses saignements diminuent. » Autour de lui, ses camarades traitent de multiples pathologies, du polycrissage à l'éviscération en passant par les brûlures. À 3800 mètres, un dernier blessé les attend. Il s'agit d'un mannequin, amputé et souffrant d'hypoxie (manque d'oxygène) et d'hypothermie. Un à un, les stagiaires établissent le même diagnostic, en anglais pour corser l'exercice : il s'agit d'un pneumothorax suffocant, la deuxième cause de décès évitable chez les blessés de guerre. Après une nuit dans un refuge, médecins et infirmiers s'organisent en binômes le lendemain matin. Ils prennent le chemin de la forêt où des simulateurs d'artillerie et des fumigènes sont déclenchés. Le bruit assourdissant des détonations, les hurlements, la fumée laissent penser que l'on est au cœur d'un champ de bataille. Le sergent Yassin Jout, qui

À droite : un pilote blessé a été éjecté... Les membres de l'équipe médicale partie à son secours, « lestés » de 30 à 50 kilos de matériel, évaluent son état. Puis ils lui posent une attelle, le perfusent et l'évacuent sur un brancard.



Ci-contre : pour parvenir jusqu'aux blessés, il faut savoir franchir un torrent, descendre une paroi en rappel... La rapidité d'intervention est capitale.

À gauche : l'évaluation médicale est menée suivant un ordre très précis défini par la procédure *Safe Marche Ryan*.

s'occupe d'une fracture, se sent plus sûr de lui. Après une semaine de stage, cet infirmier de l'antenne médicale spécialisée (AMS) de Cran-Gevrier a gagné en confiance. Médichos l'a préparé à agir seul, situation communément rencontrée en opex. Dans l'après-midi, il confirmera ses progrès face à un groupe de blessés. Une nouvelle épreuve pour les stagiaires, dont l'un des objectifs est le management des opérations. Benoît relève le défi en s'occupant de la régulation : il priorise les soins en fonction de la gravité des blessures et coordonne l'évacuation aéromédicale, tandis que Luc A., médecin en chef expérimenté de l'AMS de Bayonne, organise la mise à l'abri des blessés. Ce dernier témoigne : *«Je suis venu avec mon propre matériel pour évaluer ce qui est mal placé ou inutile. Je me suis rendu compte qu'avec trois ou quatre médicaments seulement, je peux stabiliser tout*

type de blessé. Bien que je sois déjà parti en opex, ce stage m'a permis de remettre en cause ma pratique et de progresser.» Son binôme, l'infirmier de classe normale Arnaud B., en est à son deuxième Médichos. Le premier, il l'a effectué au sein d'un régiment. *«Lorsque nous sommes intégrés au sein d'un groupement tactique interarmées, l'un des aspects de la formation consiste à s'habituer à travailler en symbiose avec une section. Cette semaine, nous avons évolué uniquement en pôle médical, tels qu'ils sont déployés sur les théâtres.»* Il existe en effet plusieurs types de Médichos, tous supervisés par les Citera et certains organisés par les régiments. En 2011, le Citera de Lyon a assuré trois formations, permettant aux médecins et infirmiers d'optimiser leur préparation avant leur projection. ■

Nelly Moussu



29/05 LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'HÔPITAL MILITAIRE PERCY

Le chef de l'État, François Hollande, s'est rendu à l'Hôpital d'instruction des armées Percy, à Clamart, afin de rendre visite à des militaires blessés en opérations et au personnel du Service de santé des armées. Accueilli

par le chef d'État-Major des armées, le directeur de l'hôpital et le directeur central du Service de santé des armées, le Président a tenu à exprimer son admiration et sa gratitude aux soldats blessés ainsi qu'au personnel soignant.



02/07 CRÉATION DU CENTRE INTERARMÉES DES ACTIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

Le quartier Général-Frère, à Lyon, a accueilli la cérémonie de création du Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE), présidée par le général Guyon, du Commandement des forces terrestres. Créé pour permettre aux chefs militaires en opérations de faciliter leurs relations avec l'environnement humain

local, le CIAE disposera de 170 spécialistes qui auront pour mission de mieux faire comprendre et accepter l'action des forces françaises en opérations auprès des acteurs locaux par différents biais : aide directe aux populations, gestion de chantiers de reconstruction, actes de communication.

1-3/06 11^E DIALOGUE DE SHANGRI-LA À SINGAPOUR SUR LA SÉCURITÉ EN ASIE

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, s'est rendu à Singapour afin d'assister au 11^e dialogue de Shangri-La, sommet sur la sécurité en Asie organisé par l'Institut international pour les études stratégiques. Il s'y est notamment entretenu avec le Premier ministre, le ministre de la Défense et le ministre des Affaires étrangères du pays

hôte, puis a échangé avec ses homologues canadien, australien, indien et coréen. Lors de son allocution, le ministre de la Défense a évoqué les menaces émergentes en Asie-Pacifique tout en réaffirmant la volonté française de s'investir « *comme un partenaire à part entière* » au service de la sécurité et de la paix de la région.



25/06 RENAISSANCE DE L'ESCADRON DE CHASSE 2/30 NORMANDIE-NIEMEN

Au cours d'une cérémonie présidée par le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'Air, l'escadron de chasse 2/30 Normandie-Niemen a officiellement été mis en service opérationnel sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan. À cette occasion, le lieutenant-colonel François Tricot a reçu

le commandement de cette prestigieuse unité. L'escadron de chasse 2/30 Normandie-Niemen compte aujourd'hui une trentaine de personnes, dont une quinzaine de pilotes, et est doté de dix avions de chasse Rafale. La montée en puissance de l'escadron doit se poursuivre au cours des prochains mois.

4/06 LE TROPHÉE DU DRH DE L'ANNÉE DÉCERNÉ AU DIRECTEUR DU PERSONNEL MILITAIRE DE LA MARINE

Hudson, cabinet de conseil en recrutement, a récompensé la Marine nationale en la personne du vice-amiral d'escadre Olivier Lajous, qui s'est vu honoré du titre de DRH de l'année. Par cette distinction, le jury a reconnu la qualité de la gestion des ressources humaines de la Marine qui s'illustre au quotidien par un dialogue soutenu avec

les organes de concertation du personnel, par le recours à des sociologues et à des psychologues, le respect de l'égalité des chances et un investissement considérable pour la formation. Ce trophée récompense une équipe, mais aussi l'engagement et l'humanité du VAE Lajous dans la mise en place des réformes.



7/06 TIR RÉUSSI POUR LE TIGRE HAD

Devant un parterre d'observateurs, parmi lesquels le général Pertuisel, en charge du commandement de l'aviation légère de l'armée de Terre (Alat), le Tigre HAD (hélicoptère appui destruction) a réussi son premier tir opérationnel du missile air-sol Hellfire. Une étape importante pour l'incorporation de l'hélicoptère de combat, l'Alat se préparant en effet à connaître une nouvelle évolution avec l'arrivée des premiers

prototypes de ce Tigre dans ses unités à partir de la fin de l'année. Un premier appareil a donc été mis à la disposition du Groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de Terre (Gamstat) pour une évaluation technico-opérationnelle d'une durée de huit semaines au cours desquelles quatre campagnes de tirs seront réalisées au centre d'essais de la Direction générale de l'armement.

19/06 DISSOLUTION DU CTAC

Installé au sein de la garnison de Lille depuis 1936, le Centre territorial d'administration et de comptabilité (CTAC) a été dissous. Ses 280 personnels civils et militaires étaient responsables de la solde de 30 000 militaires dont 7 000 stationnés outre-mer et à l'étranger, du calcul de la solde de 29 000 gendarmes, du paiement des frais de déplacement et changements de

résidence de l'armée de Terre et de la gendarmerie pour les régions Nord-Est, Sud-Est, Sud-Ouest et des Forces françaises et éléments civils stationnés en Allemagne, mais aussi de la paie de 4 000 fonctionnaires. Divers organismes ont repris les attributions du CTAC, au premier rang desquels le Centre interarmées d'administration de la solde de Nancy.



30/06 UNE MAISON POUR LES FAMILLES DES MILITAIRES RÉÉDUQUÉS À KERPAPE

Une convention a été signée à Lorient entre la base de défense de Brest-Lorient, la mutuelle Unéo et la Mutuelle nationale militaire. Ce projet interarmées, conduit par le groupement de soutien de base de défense avec l'appui

de l'officier général de la zone de soutien de Brest-Lorient, a pour ambition d'offrir aux familles une capacité d'hébergement gratuite proche du Centre de rééducation fonctionnelle de Kerpape, où environ trente militaires sont admis annuellement.

SPORT MILITAIRE

Mens sana in corpore sano. La maxime de Juvenal suffirait à elle seule à justifier la pratique sportive dans les armées. Les soldats puisent en effet dans le sport la condition physique optimale et le solide équilibre psychologique qu'impose l'engagement sur les théâtres d'opérations. De la fosse du parcours d'obstacles aux podiums des rencontres olympiques, de la formation des moniteurs aux performances des sportifs en situation de handicap, se côtoient l'exigence quotidienne de la préparation opérationnelle, la volonté de rayonnement des armées, l'esprit d'équipe et le besoin légitime d'exercer une activité récréative. *Armées d'aujourd'hui* aborde les diverses facettes d'une pratique qui concerne la communauté militaire au sens le plus large.

Dossier réalisé par Domitille Bertrand / Photos : CNSD



DES OPEX AUX JO



Le sport pour les opérations



Général de brigade Louis Boyer, commandant le Centre national des sports de la Défense (CNSD)

Chaque militaire a l'obligation d'une pratique sportive. Pourquoi le sport est-il si important dans les armées ?

L'entraînement physique, militaire et sportif (EPMS) n'est pas pratiqué, en premier lieu, pour assouvir l'ambition de gravir les marches des podiums. Dans le cockpit d'un Rafale, lors d'une infiltration à pied en zone difficile, sur le pont d'un porte-avions... dans la quasi-totalité des situations où il se trouve, le soldat de chaque armée consent des efforts auxquels il ne peut faire face sans entraînement. Si ce dernier est bien entendu adapté aux missions, son principe est intangible : maintenir la condition physique indispensable au métier. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle chaque militaire, quels que soient son grade et sa fonction, doit satisfaire annuellement au contrôle de la condition physique du militaire.

Le sport entre dans le cadre de la préparation opérationnelle. Doit-il se pratiquer en opérations extérieures ?

Le sport est un puissant ressort d'équilibre personnel et de synergie de groupe. À ce titre, il doit être poursuivi sur les théâtres. Il convient bien entendu de l'adapter aux contraintes environnementales (géographiques, climatiques, opérationnelles) et de veiller à ce qu'il ne génère pas un surcroît de fatigue. Les disciplines fondamentales (course à pied, musculation) peuvent être complétées par des séances de techniques d'intervention opérationnelle rapprochée ou d'optimisation du potentiel. Ainsi, il est nécessaire d'intégrer des spécialistes dans les détachements, afin d'organiser l'EPMS et de conseiller le commandement comme le personnel. Le sport, enfin, est un facteur reconnu de régénération afin que les soldats retrouvent les capacités physiques et mentales qu'ils détenaient avant la projection.

Depuis toujours, le sport véhicule des valeurs particulièrement proches de celles portées par la Défense. Quelles sont-elles ?

Le courage, la discipline, le sens de l'effort et du dépassement de soi ou encore le respect de l'adversaire sont des valeurs

« Se maintenir en forme est indispensable au métier de soldat. Chaque militaire se doit, quels que soient son grade et sa fonction, de satisfaire au contrôle annuel de sa condition physique. »

communes au sport et à l'engagement militaire. Nous les partageons d'autant plus avec les sportifs qu'historiquement, les armées ont apporté de nombreux sports à la société : ski, parachutisme, escrime, équitation, course d'orientation... Le sport fait par ailleurs entrer ses pratiquants dans une boucle vertueuse : l'entraînement favorise l'amélioration de la condition physique, qui conduit à la performance, qui donne goût à l'entraînement. La pratique des sports collectifs, très développée dans les armées, constitue un vecteur de cohésion : sous le maillot de la base, de la brigade, de l'état-major, du régiment, l'équipe défend son image. Enfin les compétitions organisées au sein des unités permettent à chacun de situer son niveau de performance, de stimuler la progression. Elles conduisent parfois à une pratique plus poussée d'une discipline au sein d'un club sportif de la Défense ou dans le milieu civil.

« Le courage, la discipline, le sens de l'effort [...] ou encore le respect de l'adversaire sont des valeurs communes au sport et à l'engagement militaire. »

Vous commandez le Centre national des sports de la Défense depuis un an. Quelles sont ses missions ?

Deux cent cinquante militaires et civils servent au centre, au camp Guynemer et au quartier du Carrousel, au cœur de la forêt de Fontainebleau. Le CNSD est avant tout en charge de la formation du personnel du métier EPMS, ainsi que de la définition de la politique du sport au sein des armées. Directement subordonné au chef d'État-Major des armées et tête de chaîne du domaine sport, le CNSD a publié en octobre dernier le *Manuel d'entraînement physique, militaire et sportif* (PIA 7.1.1 EPMS), document de base pour la préparation physique de tout personnel militaire.

Plus largement, le centre participe également au rayonnement de la France à travers, d'une part, les sportifs de haut niveau de la Défense qu'il recrute et qui lui sont rattachés, et, d'autre part, grâce à l'ouverture de ses installations sportives aux groupes scolaires. À ce titre, nous travaillons en étroite relation avec le ministère des Sports, le Comité national olympique et sportif français, l'Institut national des sports, de l'expertise et de la performance, ainsi que de nombreuses fédérations nationales. ■



ALAIN BERNARD

**Maréchal des logis.
Gendarmerie.**

Natation.

**Palmarès : JO de Pékin,
médaille d'or 100 m nage
libre • Médaille d'argent
relais 4x100 m nage libre
• Médaille de bronze
50 m nage libre.**



J. BELLENAND / MARINE NATIONALE

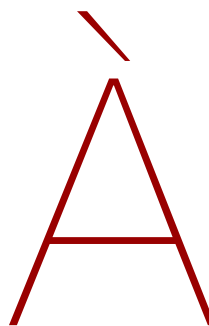


D. DHE / SIRPA TERRE
ARMÉE DE TERRE



Fontainebleau, creuset des moniteurs

**Le Centre national
des sports de la Défense
est le passage obligé
des spécialistes du sport
des unités militaires.
Plus de 1 000 stagiaires y
sont formés annuellement.**



Fontainebleau, qu'il pleuve ou qu'il vente, pas de répit sur les terrains militaires : deux équipes de rugby s'affrontent sous l'œil impassible d'un instructeur ; une douzaine de personnes en tenue s'apprêtent à démarrer une course de plusieurs kilomètres, sac au dos. Cris et sifflements fusent du gymnase tandis qu'une odeur de chlore s'échappe de la piscine... Bienvenue au Centre

national des sports de la Défense (CNSD), lieu de toutes les formations sportives de la Défense. Par ses deux filières, l'École interarmées des sports (EIS) et le Centre sportif d'équitation militaire (CSEM), le CNSD, où sont enseignées plus de 35 disciplines, délivre 47 formations par an, ainsi que 58 stages dont la durée varie de trois jours à un an. Au total, environ 1 050 stagiaires y sont ainsi accueillis chaque année.

En fonction des sports, quatre types de stages sont proposés, dirigés par une quarantaine de spécialistes de haut niveau : stages de cursus, de qualifications militaires, de qualifications spécifiques et de reconversion. Si certaines formations existent depuis longtemps, de nouvelles disciplines ont fait leur apparition ces dernières années, à la demande des armées. L'adjudant-chef Patrick Reynaud, chef de la cellule sports de combat de l'EIS, témoigne : « *Aujourd'hui, nous passons d'un état d'esprit assez défensif à une position plus offensive, et cela se ressent dans les demandes qui nous sont faites de la part des unités.* » Ainsi, l'un des enseignements « phares » du CNSD est celui des techniques d'intervention opérationnelle rapprochée (Tior). « *Un concept créé spécifiquement pour les armées. Ses gestes, techniques, positions ont été puisés dans tous les sports de combat, pour obtenir une discipline particulièrement adaptée à la condition militaire : l'objectif est de donner aux stagiaires les moyens de se sortir de toutes les situations en opex* », résume Patrick Reynaud.

Comme toutes les disciplines enseignées au centre, les Tior se déclinent en plusieurs niveaux de qualifications : la formation technique élémentaire, le stage moniteur, le stage instructeur, et enfin les stages de spécialisation.

Parmi ces spécialisations, celle des instructeurs de sports de combat est commune aux trois armées et à la gendarmerie. Elle vise à rendre l'instructeur capable de certifier les stages décentralisés de Tior. Il prend une part active dans la mise en œuvre des modules complémentaires dont chaque armée a

En fonction des sports, quatre types de stages sont proposés, dirigés par une quarantaine de spécialistes de haut niveau. À la demande des armées, de nouvelles disciplines comme le Tior (techniques d'intervention opérationnelle rapprochée) ont fait leur apparition ces dernières années.

FORMATION

besoin, afin de perfectionner son personnel par rapport à son actualité et aux matériels qu'elle utilise. L'admission au stage est conditionnée par la détention préalable d'une ceinture marron ou l'équivalent dans un art martial et une pratique minimum de trois ans dans un sport de combat. La formation, qui court sur huit semaines à Fontainebleau, vise à la maîtrise technique et pédagogique dans au moins un sport de percussion (comme le taekwondo) et un sport de préhension (par exemple le judo), l'acquisition de la gestion du stress et de la récupération physique, la connaissance de principes physiologiques, la conception des programmes d'entraînements adaptés et cohérents et enfin les connaissances de la traumatologie des sports de combat ainsi que la prévention des accidents.

Tous les cinq ans, des stages de deux semaines permettent d'actualiser les connaissances des instructeurs « sports de combat » en matière d'évolution des réglementations, des procédés et méthodes pédagogiques et des techniques. ■

« Le Tior est un concept créé spécifiquement pour les armées. Ses gestes, techniques et positions ont été puisés dans les sports de combat. »



JULIE BRESSET

Civile de la Défense.

VTT cross country.

Palmarès : vainqueur du classement général de la coupe du monde de VTT en 2011

• Championne du monde Espoirs 2011 • 2 coupes du monde en 2012.

G. GESQUIÈRE/ARMÉE DE TERRE

C. KIMMEL/MARINE NATIONALE

ARMÉE DE TERRE

J.R. ORAHI/ARMÉE DE TERRE



Des soldats sur les podiums

Cent soixante militaires et civils de la Défense sont reconnus sportifs de haut niveau par le ministère de la Jeunesse et des Sports. Jeux olympiques, championnats du monde, d'Europe et de France... sont leurs théâtres d'opérations.

En 2011, les sportifs de haut niveau de la Défense (SHND) ont remporté 32 médailles aux championnats du monde civils dont 14 titres, 33 médailles aux championnats d'Europe dont 18 titres et 135 médailles aux championnats de France, dont 63 titres. Un joli palmarès que tous espèrent compléter aux Jeux olympiques de Londres cet été.

La professionnalisation des armées a entraîné une modification de l'organisation du sport militaire, 2002 marquant la disparition du mythique bataillon de Joinville qui a accueilli plus de 21 000 athlètes en quarante-cinq ans. Cette suppression a rendu nécessaire la mise en place d'un dispositif spécifique pour les sportifs militaires de haut niveau, permettant à la Défense de rester le plus grand contributeur français du sport de haut niveau.

Un accord cadre pour le développement du sport de haut niveau et du sport de masse au sein des armées a donc été signé en 2003, définissant la création de 80 postes de SHND militaires, répartis dans les six équipes de France militaires dites « structurées », et de 10 postes de SHND agents civils sous contrat. Tous ces athlètes, appelés SHND 1, sont inscrits sur la liste de haut niveau du ministère des Sports. Par ailleurs, les sportifs militaires possédant un haut niveau dans certains sports peuvent, avec l'appui de leur unité, mener de front leurs carrières sportive et militaire. Ces SHND, dits

« hors structures » ou SHND 2, sont eux aussi présents sur les listes de haut niveau du ministère des Sports.

Les armées et la gendarmerie nationale se sont vu confier, en fonction de leurs spécificités, la responsabilité d'une ou plusieurs disciplines sportives, ancrées



ARMÉE-NATION

dans la tradition militaire : à l'armée de Terre reviennent en priorité le ski, le triathlon et l'équitation ; à l'armée de l'Air, le parachutisme ; à la Marine nationale, la voile et à la gendarmerie, le tir.

Des conventions tripartites entre le ministère de la Défense, l'armée support et la fédération concernée ont aussi été signées. Objectif ? Recruter de jeunes espoirs français et les amener au plus haut niveau, tout en préparant l'après-compétition, soit au sein des armées (pour une minorité d'entre eux) soit dans le civil, par l'apprentissage d'un métier (pour la majorité). C'est le cas du maréchal des logis-chef Donatien Schauy, cavalier de haut niveau au Centre sportif d'équitation militaire (CSEM), qui participait déjà aux compétitions de concours complet de haut niveau en junior, et qui a rejoint le CSEM après ses neuf mois de formation à l'école des sous-officiers de l'armée de Terre, à Saint-Maixent.

« J'ai commencé par travailler pendant plus d'un an aux côtés des cavaliers de haut niveau, afin d'étudier de près la gestion d'une écurie de compétition. J'ai eu la chance d'avoir des chefs qui croyaient en moi et qui m'ont rapidement confié la responsabilité d'un piquet de cinq chevaux, dont Ocarina du Chanois (ndlr : son cheval attiré, avec lequel il a notamment remporté les championnats de France de concours complet en 2010, 2011 et 2012). En ce moment, nous nous préparons pour Londres, nous travaillons sur les difficultés particulières auxquelles nous serons confrontés ! Par exemple, nous savons que le terrain présentera de nombreux virages, donc nous travaillons le rythme cardiaque du cheval. De mon côté, je monte huit à neuf chevaux par jour : nous ne comptons pas les heures ! C'est dans la rigueur des préparations que je retrouve le principal point commun entre le sport de haut niveau et la Défense : ici, toute la journée, nous fonctionnons comme tous les régiments, nous travaillons en uniforme. Je suis également en tenue militaire pour la plupart des compétitions. C'est une façon de rendre hommage à l'armée qui m'a permis d'être ce que je suis aujourd'hui et de représenter la France ainsi que la Défense à l'étranger. » ■

« Dans la rigueur des préparations, je retrouve le principal point commun entre le sport de haut niveau et la Défense. »



EMMIE CHARAYRON

**Caporal.
Armée de Terre.
Triathlon.
Palmarès : championne
d'Europe courte
distance 2011.**

**Les armées et la
gendarmerie se
sont vu confier
une ou plusieurs
disciplines
ancrées dans
leur tradition
militaire.**



ARMÉE DE TERRE

CHRISTINE CHUARD/CISU

Championnats militaires, le goût du challenge

Sur les terrains français et les stades du monde entier, les compétitions militaires permettent aux amateurs de la Défense comme aux sportifs de haut niveau de s'affronter, développant l'esprit d'équipe et le sens de l'effort.

Une compétition amène le sport à son plus haut niveau, tant dans les performances physiques que dans la préparation psychologique. Elle doit également exacerber des valeurs telles que le dépassement de soi, la cohésion, l'émulation... « *Baisser les bras dans une compétition sous prétexte qu'on ne peut terminer premier est incompatible avec l'esprit du sport* », estimait Éric Tabarly, officier de marine. Cet esprit du sport est intrinsèquement lié au métier des armes, et les championnats en sont la parfaite illustration.

Cross, natation, escalade, football, rugby, raid, judo, badminton, course d'orientation... Les disciplines sont multiples, tant en sport individuel que collectif. Véritable moteur de la pratique sportive, la compétition est un aboutissement de mois, voire d'années d'entraînement. L'adjudant Xavier Colomba, conseiller technique militaire, organisait le championnat de France militaire de natation les 4 et 5 avril à l'École navale, à Brest.

« *Les 80 meilleurs nageurs des armées (air, marine, terre et gendarmerie) étaient réunis, c'était impressionnant! Alain Bernard, Hugues Duboscq, Florent Manaudou... Même les sportifs de haut niveau de la Défense étaient là, bien qu'ils aient à se préparer pour les Jeux olympiques.* » Le niveau était élevé et la confrontation rude. Cependant, l'ambiance était à la cohésion et à l'émulation.

La compétition militaire n'est pas seulement destinée à faire émerger une élite, elle est avant tout le reflet d'une pratique des hommes et des femmes de la Défense dans des disciplines habituellement pratiquées dans les armées et concourant direc-



COMPÉTITION

tement à la préparation physique opérationnelle. « Les règlements et l'organisation ne sont pas tellement différents de ce qui est fait dans les compétitions civiles, poursuit l'adjudant Colomba. Mais la finalité diffère : nous ne perdons jamais de vue que l'opérationnel est la priorité. Il peut arriver qu'un participant soit rappelé par son unité pour partir en mission. »

Depuis 1995, le Conseil international du sport militaire (créé en 1948 et dont le siège est à Bruxelles) organise tous les quatre ans les Jeux mondiaux militaires, ouverts aux forces armées des 133 pays membres. Parmi les 7 000 athlètes engagés aux Jeux d'été de Rio de Janeiro en juillet 2011, 131 sportifs français ont rempli leur contrat en rapportant 18 médailles dont 11 d'or. Outre l'engagement d'athlètes, le CNSD s'est investi dans l'organisation. Il le sera bien plus dans la deuxième édition des Jeux mondiaux d'hiver, qui se tiendront à Annecy et Chamonix en mars 2012 et dont la préparation est déjà en cours. ■

« Véritable moteur de la pratique sportive, la compétition est un aboutissement de mois, voire d'années d'entraînement. »



STEPHANE CHRISTIDIS

Quartier-maître de 1^{re} classe.
Marine.
Voile, dériveur 49er
Palmarès : vainqueur de la Semaine olympique française 2012.



VANESSA ELISABETH



BRUNO BIASUTTO/DICOD



Le sport, plus fort que le handicap

La Défense, par le biais d'institutions telles que le Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides, mène une politique dynamique permettant aux personnes handicapées d'accéder à un large choix de disciplines sportives.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les médecins britanniques avaient intégré la pratique d'une activité sportive dans le programme de rééducation des pilotes de la Royal Air Force grièvement blessés au combat. En France, au milieu des années 1950, le médecin-chef de l'Institution nationale des Invalides, qui accueillait à l'époque de nombreux militaires blessés en Algérie, a demandé que lui soit détaché un moniteur de sport afin d'organiser et de conduire des séances d'activités physiques adaptées, venant compléter les soins prodigués à l'Institution. Très rapidement, ces grands invalides de guerre, atteints dans leur chair en pleine jeunesse, ont trouvé un réel épanouissement dans la pratique d'un sport de loisir, voire, pour les plus volontaires et les plus motivés d'entre eux, dans la compétition. C'est ainsi qu'une association sportive s'est peu à peu structurée, aboutissant, en 1966, à la création du Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides (CSINI).

Depuis plus de quarante-cinq ans, plusieurs milliers de personnes handicapées ont pu bénéficier des structures et des installations du cercle et les athlètes du CSINI ont porté haut les couleurs de la France lors de compétitions internationales et des Jeux paralympiques. Nombre de ces sportifs ont également contribué au développement du handisport partout en France et tout particulièrement au sein des instances dirigeantes de la Fédération française handisport.

En 2012, le CSINI compte plus de quatre cents adhérents, dont trois cents personnes atteintes d'un handicap moteur ou d'une déficience visuelle ou auditive, militaires aussi bien que civils, toutes générations confondues. Ces adhérents ont la possibilité de pratiquer une dizaine de disciplines aussi diverses que l'escrime, la natation, le cyclisme, le ski, la musculation, le tennis de table, le football fauteuil, le torball (sport de ballon pour non-voyants)... Fidèle à sa vocation première, qui



est de contribuer par la pratique sportive à la réadaptation et à la réinsertion des personnes handicapées, le cercle organise des stages de découverte des activités handisports au profit des militaires blessés et a contribué à la première édition des Rencontres militaires blessures et sports qui a eu lieu en avril dernier.

Le ministère poursuit par ailleurs une politique dynamique dans ce domaine. Ainsi, en décembre 2011, le skieur Nicolas Berejny, le tireur Cédric Fèvre et le tennisman Michaël Jeremiasz ont-ils signé des contrats leur offrant un emploi et un statut de personnel civil de la Défense, à l'issue de celui de sportifs de haut niveau. La direction des ressources humaines du ministère de la Défense et le CNSD ont élaboré un nouveau concept de recrutement de personnes en situation de handicap, afin de leur garantir un avenir professionnel durable, en facilitant leur insertion et leur reconversion, en les accompagnant dans un projet de carrière qui conjugue à la fois performances sportives et préparation d'un avenir professionnel à la hauteur de leurs ambitions. ■

« Depuis plus de quarante-cinq ans, plusieurs milliers de personnes handicapées ont pu bénéficier des structures et des installations de la Défense. »



DJAMEL MASTOURI

Sergent-chef.
Armée de Terre.
Course.

Palmarès : champion d'Europe du 1 500 m en 2005 et champion du monde en 2006
• Médaille de bronze du 800 m aux JO de Pékin • Champion de France sur 1 500 m en 2011.

Djamel Mastouri, sur les théâtres et les podiums

Le sergent-chef Djamel Mastouri, champion d'Europe du 1 500 m en 2005 puis du monde en 2006, médaille de bronze du 800 m aux JO de Pékin en 2008, champion de France sur 1 500 m en 2011, court en catégorie handisport. Hémiplégique depuis une attaque cérébrale, cet athlète de 40 ans est entré dans l'armée pour son service national. Il n'en est jamais ressorti et vient de signer à nouveau pour sept ans. *« J'ai commencé ma carrière comme transmetteur au 8^e régiment de transmissions il y a plus de vingt ans. Je me suis toujours beaucoup entraîné, notamment pour pouvoir passer mes qualifications militaires, mais je pratiquais en valide. Je n'ai commencé le handisport qu'en 2005, et après quelques mois d'entraînement, j'étais aux championnats. Cela a été très rapide !*

Depuis, j'ai eu l'honneur de représenter la France dans plusieurs compétitions internationales, ainsi qu'aux Jeux de Pékin. J'éprouve une réelle fierté, qui rejoint celle que j'ai de servir la nation en tant que militaire. C'est une chance incroyable d'avoir pu être combattant avant d'être sportif de haut niveau. Je suis parti deux fois en opérations extérieures au Kosovo. J'étais là, avec mes camarades. J'ai crapahuté avec eux, je sais ce que c'est de passer le balai ! Grâce à l'institution militaire, j'ai appris le dépassement de soi, la cohésion, la confiance, le respect, la discipline et la camaraderie. Quand je cours aujourd'hui sur les pistes, je le fais pour mes frères d'armes. C'est aussi une façon de remercier l'armée. »

Djamel Mastouri se prépare actuellement aux sélections des JO de Londres. À plus long terme, il aimerait pouvoir passer, en restant dans la Défense, le diplôme d'État handisport pour ensuite *« former la relève ! »*



Joinville, le bataillon des champions

De 1956 à 2002, le bataillon de Joinville a accueilli les sportifs de haut niveau appelés à effectuer leur service national dans un cadre professionnel à la hauteur de leurs compétences particulières. Avant d'occuper la scène médiatique, ils ont satisfait, sous l'uniforme, à leurs obligations civiques. Armées d'aujourd'hui présente quelques-uns des 21 000 sportifs passés par Fontainebleau.



Guy Drut - 110 m haies - 1972



Thierry Tulasne - Tennis - 1981



Michel Jazy - Course demi-fond - 1957

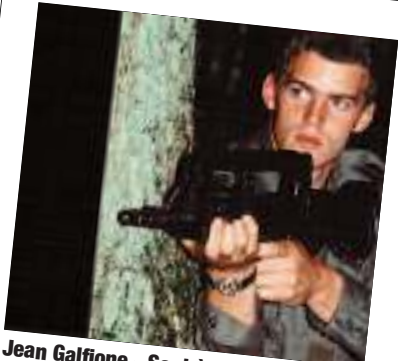


Fabrice Santoro - Tennis - 1990



Max Robert - 4x100 m - 1989

RÉTRO



Jean Galfione - Saut à la perche - 1996



David Douillet - Judo - 1993



Fabien Barthez - Football - 1991



Henri Leconte - Tennis - 1981



Jackson Richardson - Handball - 1988



Alain Prost - Formule 1 - 1978



Michel Platini - Football - 1976



VENCELAS DABAYA TIENTCHEU

Sergent.
Armée de Terre.
Haltérophilie.
Palmarès : médaille
d'argent aux JO
de Pékin en 2008
• 2 médailles d'or
aux Jeux
méditerranéens
de 2009.

Sport pour tous !

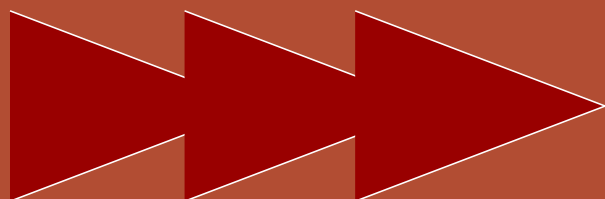
**Des sports individuels
ou collectifs au
paintball... les quelque
450 clubs de la
Fédération des clubs
de la Défense accueillent
plus de 190 000
licenciés, de tout âge,
militaires ou civils.**

Foot, rugby, basket, fitness, gymnastique, athlétisme, natation, ski... Difficile d'énumérer tous les clubs de la fédération. Près d'une centaine d'activités sportives sont pratiquées, en fonction des demandes et des possibilités qu'offrent les régions, et presque autant de clubs culturels – proposant théâtre, encadrement... – sont ouverts. « Ces lieux existent partout où la Défense possède des sites

militaires, ou presque, précise Pascal Raveau, directeur général de la Fédération des clubs de Défense (FCD). *Ils sont tenus et portés par les milliers de bénévoles qui, en parallèle de leur emploi (militaires, civils de la Défense), se donnent sans compter pour promouvoir leurs actions. Le rôle de la FCD est multiple. Elle doit tout d'abord encourager, promouvoir, développer, animer, enseigner, encadrer et organiser les activités sportives et culturelles pratiquées par les personnels de la Défense et leurs familles. Ainsi, la fédération s'inscrit dans la politique du ministère et concourt au maintien en condition opérationnelle et à l'entraînement des militaires. De plus, son ouverture au monde civil vient consolider le lien armée-nation au travers des différentes disciplines pratiquées. À titre d'exemple, l'Association sportive et culturelle de l'air (Ascair), affiliée à la fédération, organise pour 25 000 coureurs le rendez-vous annuel des 20 kilomètres de Paris.* »

Si les clubs de Défense existent depuis plus de quatre-vingts ans, leur regroupement en fédération est plus récent. En 1959 est créée l'Union fédérale des clubs de la défense nationale et des forces armées, sous la forme d'une association loi 1901. Elle réunit alors 29 clubs pour 7 600 adhérents. Après plusieurs modifications de statuts, elle adopte en 2011 une nouvelle identité, la Fédération des clubs de Défense. Détentriche de l'agrément Jeunesse et Sports, respectant les conventions de toutes les fédérations délégataires (comme la Fédération française de football...), elle s'ouvre aussi de plus en plus à la vie municipale des villes dans lesquelles ses clubs sont implantés. « *Nous participons à des compétitions sportives, organisons aussi de grands événements nationaux tels que des salons artistiques, une rencontre nationale de théâtre...* »

Avec un budget total de 3,8 millions d'euros provenant des licences (entre 12 et 14 euros par personne et par an) mais également des subventions distribuées par le ministère de la Défense



et celui de la Jeunesse et des Sports, la FCD prend en charge tout ce qui relève de la pratique sportive, ainsi que les coûts organisationnels des événements et les assurances des licenciés. Une partie de ce budget est aussi réservée aux 35 sections handisport, qui regroupent plusieurs centaines d'adhérents dont des membres des familles mais aussi des militaires blessés, comme le Club sportif de l'institution des Invalides. « *Nous participons aussi à des programmes d'égalité des chances de la Défense, comme l'Établissement public d'insertion de la Défense ou encore les Cadets de la Défense, achève Pascal Raveau. Parce que le sport et la culture doivent être accessibles à tous, et aider chacun !* » ■

« L'ouverture au monde civil de la Fédération des clubs de Défense vient consolider le lien armée-nation au travers des différentes disciplines pratiquées. »



CLAUDE LEVASSEUR



ANNE-SOPHIE MONDIÈRE

Quartier-maître de 1^{re} classe.

Marine.

Judo + de 78 kg.

Palmarès : médaille d'or aux Jeux mondiaux militaires 2011

• Championne du monde par équipe 2011.

Les clubs sportifs de la Défense offrent la possibilité de pratiquer en famille plus d'une centaine d'activités sportives.

Pour en savoir plus sur ce dossier :
www.sports.defense.gouv.fr // www.csini.fr // www.lafederationdefense.fr

1917 QUAND L'ART ET LA



PHOTOS : GHISLAIN MARIETTE/ECPAD



Des douilles sculptées par les poilus aux chefs-d'œuvre de Picasso ou Duchamp, 3 000 pièces, œuvres d'art, objets et documents réalisés en 1917, sont présentés au Centre Pompidou de Metz. Une façon de découvrir l'effervescence artistique de cette année cruciale de la Grande Guerre.

Entrée en guerre des États-Unis, Chemin des Dames, mutineries... En 1917, tandis que le monde s'enlise dans un conflit dévastateur, la scène artistique – Picasso, Modigliani, Duchamp en tête – produit certains des plus grands chefs-d'œuvre du xx^e siècle. Baptisée tout simplement « 1917 », l'exposition du Centre Pompidou-Metz présente un large aperçu de tous les champs de cette création en temps de guerre à travers 3000 œuvres, objets et documents. « Nous avons voulu utiliser le Centre Pompi-

dou de Metz comme un laboratoire pour relire l'histoire de l'art du xx^e siècle autrement, explique Claire Garnier, l'un des deux commissaires de l'événement. C'est de là qu'est née l'idée d'exposer 1917, année de la création du rideau de scène du ballet Parade, réalisé par Picasso, à la demande de Serge de Diaghilev, directeur des Ballets russes. Nous nous sommes fixés comme règle du jeu d'exposer uniquement des œuvres réalisées au cours de cette période. » Cette exposition permet de découvrir ou de redécouvrir ces œuvres d'art

dans leur contexte de création et questionne les rapports qui existent entre l'art et la guerre, l'histoire et l'histoire de l'art. « On trouve des artistes engagés comme soldats, mais également des soldats qui s'improvisent artistes car ils éprouvent le besoin de réagir aux épreuves du conflit, précise la commissaire. Il faut aussi compter avec les artistes chargés de collecter images et récits pour les transmettre aux générations futures. Ce mélange des genres nous permet ce grand dialogue ayant pour point commun cette année 1917. Nous ■■■

GUERRE SE RENCONTRENT



À gauche : le rideau de scène du ballet *Parade*, peint par Pablo Picasso, côtoie la projection d'un documentaire de Laurent Véray.
Ci-dessus : *Princesse X*, sculpture en bronze poli de Constantin Brancusi, fait face à un mur constitué de mille douilles gravées par des poilus et réalisé par l'artiste contemporain Jean-Jacques Lebel.



Des équipements militaires, une torpille allemande (en médaillon) interpellent le public. Considérés comme du design industriel, ces objets font face à des portraits, mettant en évidence la perméabilité entre les disciplines.

■■■ avons également rassemblé plusieurs centaines de documents : revues d'avant-garde, journaux illustrés, gazettes des tranchées, affiches... ainsi que des équipements militaires.»

Un char Renault FT 17, prêt du musée de l'Armée, et une torpille allemande de sous-marin de type G7 interpellent le public. « Nous avons considéré que ces armes et équipements, productions de l'année 1917, pouvaient être considérés comme du design industriel. Plastiquement, ce sont des objets très esthétiques, explique Claire Cordier. C'est également pour cela que nous avons désiré ce face-à-face permanent entre des œuvres d'art, des objets du quotidien et d'autres documents. Cela met en évidence la perméabilité entre les différentes disciplines. Des sculpteurs reconnus travaillaient à la réalisation de moulages de gueules cassées, des peintres et décorateurs de théâtre

étaient engagés pour camoufler les équipements et créer de faux accessoires.»

L'art des tranchées

Parmi les temps forts de la visite, l'installation de l'artiste contemporain Jean-Jacques Lebel : un mur composé de mille douilles gravées, sculptées et martelées par des poilus. La pratique de l'art des tranchées était un moyen pour les soldats de tromper l'ennui et les angoisses. Dans la même salle trônent trois sculptures majeures du ^{xx}e siècle : la fameuse *Fontaine* de Marcel Duchamp, *Princesse X* de Brancusi et *God*, réalisée par Morton Schamberg et Elsa von Freytag-Loringhoven. « D'un côté, on trouve l'art des tranchées, archétype de l'art anonyme, de la création de masse, avec la transformation d'un objet de mort en objet de vie, poursuit la commissaire, de l'autre, l'urinoir de Marcel Duchamp s'est

méthamorphosé en œuvre d'art par le biais de sa signature. Évidemment, ces artistes et les soldats n'avaient pas connaissance des pratiques des uns et des autres, mais, avec cette idée de simultanéité, de coïncidence, nous

INFOS PRATIQUES

Jusqu'au 24 septembre, au Centre Pompidou-Metz 1, parvis des Droits-de-l'Homme, 57000 Metz
Ouvert du mercredi au lundi de 11 à 18 heures.
Tarif unique : 7 euros
Plus d'informations :
www.centrepompidou-metz.fr

avons voulu confronter ces deux disciplines qui relèvent de la transformation et du détournement d'un objet.» Pièce majeure de cette exposition, le rideau de scène du ballet *Parade*, réalisé par Picasso. Cette toile de 10,50 mètres sur 16,40, pèse 45 kilos et constitue la plus

grande œuvre connue de l'artiste. Ce chef-d'œuvre représentant la *commedia dell'arte* côtoie la projection de *L'Héroïque Cinématographe*, documentaire évoquant l'année 1917, réalisé par Laurent Véray, historien du cinéma.

De la peinture au cinéma

« Apollinaire raconte qu'il a l'impression, en 1917, de basculer d'un monde de théâtre à un monde de cinéma, précise Claire Garnier. Nous avons voulu illustrer ce propos en installant en parallèle *Parade*, réalisé pour le théâtre, avec la projection du film de Laurent Véray composé d'images officielles, d'actualité et de fiction. Nous voulions montrer ce passage d'un monde statique à un monde animé. L'historien Philippe Dagen estime qu'au tour de cette année-là, un basculement s'effectue entre les moyens traditionnels de représentation, comme la peinture, et les moyens de reproduction mécanique tels que la photographie et le cinéma. C'est pour cela qu'il était important pour nous de travailler avec l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense, qui possède un grand nombre d'images fixes ou cinématographiques du conflit.» L'établissement a en effet mis à la disposition du Centre Pompidou-Metz et de Laurent Vernay ses fonds d'archives, ses moyens techniques et son expertise. Le musée entame ainsi le cycle des manifestations culturelles consacrées à la Grande Guerre, dans le cadre des commémorations internationales du centenaire de la Première Guerre mondiale.

Carine Bobbera

NE CHERCHEZ PLUS ARMÉES D'AUJOURD'HUI



À COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE VOTRE MAGAZINE NE SERA PLUS DISPONIBLE DANS VOS KIOSQUES HABITUELS

NE PERDEZ PAS LE FIL DE L'ACTUALITÉ DE LA DÉFENSE : **ABONNEZ-VOUS !**

 RENSEIGNEMENTS AU SERVICE ABONNEMENT : 01 49 60 52 44

Abonnez-vous

Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.



Défilé du 14 juillet 1945, à Paris

Des chars Sherman de la 2^e division blindée (2^e DB) du général Leclerc défilent devant la tribune officielle installée place de la Bastille. La foule, qui est venue nombreuse pour assister au défilé des troupes françaises et alliées, se presse tout le long du parcours qui s'étend de l'Arc de triomphe à la place de la Nation. Ce 14 juillet 1945, le premier après la Libération, commémore la prise de la Bastille cent cinquante-six ans auparavant. Il est « *plus que jamais fête nationale puisque la France y fête sa victoire en même temps que sa liberté* », souligne le général de Gaulle à cette occasion.

Une fête nationale militaire et populaire

Le 14 Juillet, qui a été institué jour de la fête nationale en 1880, célèbre à la fois la prise de la Bastille en 1789 et la fête de la Fédération en 1790. Cette date anniversaire reste indissociable de son défilé militaire, qui symbolise la puissance et l'unité de la nation.

La composante militaire des célébrations du 14 Juillet suscite régulièrement des critiques, à commencer par celle sur la tonalité martiale des paroles de la *Marseillaise*. Certains s'émeuvent en effet que les symboles de la République soient, à ce point, associés à l'idée de la guerre et préféreraient bercer les célébrations nationales d'accents plus iréniques, au risque de faire insulte à l'histoire. C'est en 1880 que le 14 Juillet fut, pour la première fois, célébré comme fête nationale. À cette occasion, une grande parade militaire fut organisée à l'hippodrome de Longchamp au cours de laquelle les autorités de la République remirent aux régiments leurs nouveaux drapeaux en remplacement de ceux qui avaient connu le désastre de 1870 et dont beaucoup avaient été pris par l'ennemi. Née de l'effondrement militaire du second Empire à Sedan, la III^e République entendait effacer la trace du régime impérial et de la défaite.

14 juillet 1789 ou 14 juillet 1790?

Le 14 Juillet avait été institué comme jour de la fête nationale par la loi du 6 juillet 1880, qui résultait d'un intense débat parlementaire. Tout en affirmant

leur attachement au souvenir de la Révolution française, les députés et les sénateurs républicains s'étaient divisés sur le sens précis à donner à la célébration du 14 Juillet. Quel aspect de la Révolution entendait-on célébrer? Devait-on se référer au 14 juillet 1789, jour de la prise de la Bastille marquant le caractère insurrectionnel et populaire du processus révolutionnaire? Fallait-il plutôt célébrer le 14 juillet 1790, jour de la fête de la Fédéra-



BRUNO BIASUTTO/DICOD

Hervé Drévilion
directeur d'études à l'Institut de recherche
stratégique de l'École militaire (Irsém)

tion au cours de laquelle les bataillons de la garde nationale venant de tous les départements prêtèrent serment à la nation et à la loi? À la différence de la prise de la Bastille, cet événement soulignait l'ordre et l'unité de la nation. Refusant de trancher entre les deux versions du 14 Juillet, les députés et les sénateurs choisirent de ne pas préciser l'année de référence. Dans le rapport présenté au Sénat le 29 juin 1880, Henri Martin justifiait le refus de choisir en déclarant que « *le 14 Juillet, c'est la Révolution tout entière* ». Cette date symbolise donc à la fois la destruction de l'ordre ancien et l'institution du nouveau. Et, sous ces deux aspects, la force armée y occupe une place centrale.

La prise de la Bastille fut le résultat d'une union entre le peuple de Paris et des soldats du régiment des gardes françaises qui, en pointant leurs canons sur la porte de la forteresse, obtinrent sa reddition. Quant à la fête de la Fédération, elle se déroula sur le Champ-de-Mars et consista en une parade martiale acclamée par les Parisiens. Il n'existe donc pas de 14 Juillet sans armes, ni uniformes.

Défilé militaire et lien entre l'armée et la nation

En 1789 comme en 1790, la nation, en prenant les armes, manifestait sa puissance souveraine. Certes, la garde nationale n'était pas censée constituer une force militaire, comme le rappela la constitution de 1791. Face à une armée de métier commandée par le roi jusqu'à sa chute, le 10 août 1792, elle représentait le contre-pouvoir d'un corps civique capable de parer à un éventuel coup de force militaire. Les révolutionnaires conservaient une méfiance vis-à-vis des soldats professionnels. Mais celle-ci s'estompa lorsque l'afflux de volontaires nationaux, puis l'institution de la conscription, en 1798, achevèrent de faire de l'armée l'instrument de la nation.

Aujourd'hui, malgré la suspension de la conscription, le lien entre l'armée et la nation ne fait aucun doute. Même si, cela va sans dire, le défilé militaire du 14 Juillet est une façon d'aller mieux en le disant. ■

KOENIG
L'homme de Bir Hakeim

Du 26 mai au 11 juin 1942, dans le désert de Libye, quelque 4000 soldats français résisteront aux 45000 hommes des forces germano-italiennes du général Rommel.

Au carrefour de deux pistes, près d'un point d'eau désaffecté, au lieu-dit de Bir Hakeim, cette poignée d'hommes emmenée par un général inconnu, Pierre Koenig, écrira l'un des épisodes les plus valeureux de l'histoire militaire française.

Dernier officier à avoir été élevé à la dignité de maréchal de France, Pierre Koenig est resté sa vie durant un des hommes de Bir Hakeim, infatigable baroudeur n'hésitant jamais à prendre des risques pour servir son pays. L'historien Dominique Lormier, de l'Institut Jean-Moulin, signe ici sa première grande biographie.

Dominique Lormier, éd. du Toucan, 368 p., 22 €



LES SERVICES SECRETS EN INDOCHINE



Quelle fut l'efficacité des services secrets français en Indochine de 1946 à 1954 ? Comment se sont-ils organisés face à une insurrection souvent déroutante ? Ont-ils sous-estimé le Viêt-minh, notamment à la veille de Diên Biên Phu ? Près de soixante-dix ans après les faits, l'historien Jean-Marc Le Page dresse le bilan de l'action du renseignement français durant la guerre d'Indochine. L'auteur souligne aussi bien l'impréparation et les rivalités des différents services de renseignement au sortir de la Seconde Guerre mondiale, que la mise en place, au début des années 1950, d'une structure de plus en plus aguerrie, à laquelle il est finalement difficile d'assigner la responsabilité de la défaite. Une synthèse qui confronte de nombreuses archives consultables depuis peu avec la relecture des bibliographies française et américaine sur le sujet.

Jean-Marc Le Page, nouveau monde éditions, 523 p., 24 €

LA CHAMELIÈRE DE BOUYA
Et autres histoires d'une frontière éloignée...

Officier des troupes de marine, Patrick Champenois a servi plusieurs années dans l'ancien territoire français des Afars et des Issas, devenu aujourd'hui République de Djibouti. Sa fascination pour ce pays où « le soleil emplit le ciel » et pour ses habitants lui a inspiré un ensemble d'aquarelles et un recueil de souvenirs empreints de poésie. Une invitation à suivre les caravanes le long des pistes encaissées et à partager, le soir venu, le campement des chameliers.

Patrick Champenois, Marines Éditions, 95 p., 25 €



SI L'AVIATION VOUS ÉTAIT CONTÉE
Encyclopédie de poche de l'aviation



Robert Galan, ancien pilote de chasse, signe aux éditions Privat une encyclopédie de l'aviation originale et attachante. Riche de très exactement mille et un articles, son histoire de la conquête du ciel est conçue comme une suite d'anecdotes drôles ou étonnantes pour « chevaucher les nuées ». Catherine Maunoury, directrice du musée de l'Air et de l'Espace, nous prévient d'ailleurs dans sa préface : « Ce livre est un véritable danger public. Il tisse un piège duquel peu d'entre nous parviendront à s'échapper... avant de parvenir à la dernière page ».

Robert Galan, éd. Privat, 687 p., 24,50 €

BREGUET
Un siècle d'aviation

Breguet a été l'un des grands noms de l'aéronautique au xx^e siècle. L'aventure a commencé en 1907 lorsque Louis Breguet, jeune ingénieur de 25 ans, a conçu un curieux gyroplane (l'ancêtre de l'hélicoptère) qui parviendra après bien des essais à vaincre les lois de la pesanteur. Les exploits techniques et les innovations ne cesseront dès lors de s'enchaîner, avec notamment, en 1916, le Breguet 14 qui contribuera à l'essor de l'arme aérienne, ou le Breguet 19, le plus célèbre des avions de reconnaissance des années 1920. Au fil des pages, cet album dévoile ainsi la vie d'une entreprise intimement liée à l'histoire de l'aviation française, depuis l'odyssée de l'Aéropostale ou la naissance d'Air France, jusqu'au succès du célèbre patrouilleur Atlantique.

Emmanuel Breguet, éd. Privat, 143 p., 29,50 €

